

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 282

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc nécessaire de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, il est nécessaire de revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 3

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« appliquée ou fondamentale, est susceptible de permettre des progrès médicaux majeurs identifiés ou identifiables ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche dans une finalité médicale est nettement insuffisant car beaucoup moins protecteur que les progrès médicaux majeurs du précédent texte.

De plus, la recherche sur les embryons humains à défaut d'être totalement interdite puisque inutile aux vues des dernières évolutions scientifiques et notamment des cellules induites (iPS), doit avoir une finalité de progrès médical identifiée ou à tout le moins nettement identifiable.

Le contraire n'est pas éthiquement admissible.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 15

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 244

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Toute décision de l'Agence de la biomédecine doit être accompagnée de l'exposé de ses motivations. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transparence doit être un principe non négociable en matière de bioéthique. Toute décision doit être motivée, expliquée et compréhensible par tous. Qu'il s'agisse d'une autorisation ou d'un refus, il est donc très important, dans ce souci de transparence, que l'Agence de la Biomédecine explique ses décisions en matière de recherche sur l'embryon.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 266

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis du conseil d'orientation, est communiquée aux ministres chargés de la santé et de la recherche qui peuvent, dans un délai d'un mois et conjointement »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé du conseil d'orientation, est communiquée aux ministres chargés de la santé et de la recherche qui peuvent, chacun, dans un délai d'un mois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de permettre d'apprécier une décision, celle-ci se doit d'être motivée.

A défaut de savoir sur quel élément elle se fonde, une décision ne peut valablement être contrôlée.

C'est pourquoi il est impératif d'obtenir sur chaque protocole proposé une décision motivée tant de l'agence que du conseil d'orientation.

Par ailleurs, les deux ministres sont compétents pour demander un réexamen. Nécessiter leur accord mutuel sur cette question revient à interdire, éventuellement, l'un des deux à faire valoir son opinion.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 276

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche *contra legem* décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 280

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« , lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de Biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 294

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche *contra legem* décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 295

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« , lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de Biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avant tout, une remarque de méthode. Le régime de la recherche de l'embryon sis à l'actuel article L2151-5 du code de la santé public est issu d'un processus de révision conforme aux lois bioéthiques incluant notamment une mission parlementaire ad hoc et des états généraux. En outre, la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 prévoit que tout projet de réforme sur les questions de bioéthique doit faire l'objet d'un débat public sous forme d'états généraux (article L1412-1-1 du Code de la santé publique).

Aujourd'hui, le gouvernement nous propose un total changement de paradigme... sans débat !

En effet, le projet a pour objet de faire passer la recherche sur l'embryon d'un régime d'interdiction de principe assorti d'exceptions conditionnées à un régime d'autorisation conditionné. Cela signifie, ni plus ni moins, que pour la première fois en droit français, le principe du respect de l'être humain va devenir une exception...

Pourtant, les textes et les actualités tant scientifiques que juridiques montrent l'inanité de cette démarche.

Ainsi :

- Article 16 du Code civil : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

- Article 18 de la Convention d'OVIÉDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, ratifiée en décembre 2011 par la France :

« Article 18 – Recherche sur les embryons in vitro

1. Lorsque la recherche sur les embryons in vitro est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite. »

- Directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixant aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales ».

- Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

- Découverte des cellules souches adultes reprogrammées en cellules pluripotentes, dites cellules induites (iPS), objet du prix nobel de médecine 2012. A noter que ces cellules sont pertinentes pour le criblage des molécules comme pour la modélisation des pathologies sans poser le moindre problème éthique.

- Indépendamment de cette découverte, les solutions alternatives pour la recherche existent comme avec les cellules souches du cordon ombilical qui ne posent aucun problème éthique au niveau de la collecte non autologue.

En définitive, ce texte :

- réifie l'embryon humain et lui donne un statut même inférieur à celui de l'embryon animal désormais protégé par la directive européenne précitée,

- pose de graves problèmes éthiques,

- n'est justifié par aucun impératif de recherche fondamentale, pharmaceutique ou clinique,

- contrevient à la procédure établie par la loi de 2011 concernant les textes touchant à la bioéthique.

Il convient de le rejeter.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 43

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avant tout, une remarque de méthode. Le régime de la recherche de l'embryon sis à l'actuel article L. 2151-5 du code de la santé public est issu d'un processus de révision conforme aux lois bioéthiques incluant notamment une mission parlementaire ad hoc et des états généraux. En outre, la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 prévoit que tout projet de réforme sur les questions de bioéthique doit faire l'objet d'un débat public sous forme d'états généraux (article L. 1412-1-1 du Code de la santé publique).

Aujourd'hui, le gouvernement nous propose un total changement de paradigme... sans débat !

En effet, le projet a pour objet de faire passer la recherche sur l'embryon d'un régime d'interdiction de principe assorti d'exceptions conditionnées à un régime d'autorisation conditionné. **Cela signifie, ni plus ni moins, que pour la première fois en droit français, le principe du respect de l'être humain va devenir une exception...**

Pourtant, les textes et les actualités tant scientifiques que juridiques montrent l'inanité de cette démarche.

Ainsi :

- Article 16 du Code civil : « *La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie.* »

- Article 18 de la Convention d'OVIÉDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, ratifiée en décembre 2011 par la France :

« Article 18 – *Recherche sur les embryons in vitro*

1. Lorsque la recherche sur les embryons in vitro est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite. »

- Directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixant aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales ».

- Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' :
« *une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains.* »

- Découverte des cellules souches adultes reprogrammées en cellules pluripotentes, dites cellules induites (iPS), objet du prix nobel de médecine 2012. A noter que ces cellules sont pertinentes pour le criblage des molécules comme pour la modélisation des pathologies sans poser le moindre problème éthique.

- Indépendamment de cette découverte, les solutions alternatives pour la recherche existent comme avec les cellules souches du cordon ombilical qui ne posent aucun problème éthique au niveau de la collecte non autologue.

En définitive, ce texte :

- réifie l'embryon humain et lui donne un statut même inférieur à celui de l'embryon animal désormais protégé par la directive européenne précitée,

- pose de graves problèmes éthiques,

- n'est justifié par aucun impératif de recherche fondamentale, pharmaceutique ou clinique,

- contrevient à la procédure établie par la loi de 2011 concernant les textes touchant à la bioéthique.

Il convient de le rejeter.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 51

présenté par
Mme Boyer

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La nouvelle rédaction de l'article L. 2151-5 du code de la santé publique adoptée en première lecture par le Sénat propose un bouleversement majeur des conditions de la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires. D'un régime d'interdiction assorti de dérogations, le texte propose un régime d'autorisation encadrée. Sans débat et sans raison, la majorité socialiste s'acharne avec la complicité du gouvernement à détruire les principes fondateurs de notre société. Le respect de l'embryon humain, au cœur du droit bioéthique français, est aujourd'hui menacé. Faut-il rappeler qu'en vertu de l'article 16 du Code civil ; « la loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie » ? Comme le relève Jürgen Habermas, l'autorisation de conduire des recherches sur l'embryon transforme la perception culturelle de la vie humaine.

Lors des révisions de la loi bioéthique, en 2004 puis en 2011, le principe éthique essentiel d'interdiction de la recherche sur l'embryon avait été maintenu et réaffirmé et assorti de dérogations formant un compromis entre la reconnaissance de la dignité de l'embryon humain et la volonté de ne pas empêcher les avancées thérapeutiques rendues possibles par la recherche scientifique.

Le renversement au profit d'un principe d'autorisation est loin d'être anodin. La promotion de la recherche sur l'embryon ainsi opérée par la majorité socialiste et le gouvernement, qui s'est faite sans organisation d'états généraux de la bioéthique pourtant prescrits par la loi de 2011 comme préalable à toute modification, est d'autant plus inacceptable que l'expertise scientifique a prouvé que les cellules souches non-embryonnaires dépassent aujourd'hui les cellules souches embryonnaires.

En effet, les cellules souches adultes et de sang du cordon permettent d'ores et déjà de soigner des pathologies via la thérapie cellulaire. En ce qui concerne la modélisation de pathologies et le criblage de molécules, les cellules souches IPS ont le même potentiel que les cellules souches embryonnaires.

Dès 1991, les travaux de Marie-Louise Labat (CNRS) et de son équipe montraient la présence dans le sang d'une cellule souche capable de former différents tissus, vraisemblablement pluripotente. Récemment, en France également (Blood, septembre 2011), l'équipe du professeur Luc Douay (hôpital Saint-Antoine, université Pierre-et-Marie-Curie) obtient des globules rouges à partir de cellules souches de sang de cordon ou de moelle osseuse. Les travaux des professeurs Yamanaka et Gordon, entrepris en 2006 et couronnés par le prix Nobel le 8 octobre 2012, et rendant possibles la reprogrammation de cellules sanguines ou cutanées en cellules semblables à des cellules souches embryonnaires prouvent à quel point la recherche sur les cellules embryonnaires est désormais supplantée par les cellules non-embryonnaires ; plus de vingt lignées ont été obtenues et un institut, l'iPS Core, créé à Harvard, leur est consacré. Les pathologies concernées sont la maladie de Parkinson, le diabète, la maladie de Huntington, la trisomie, la maladie de Gaucher, la dystrophie de Duchenne, etc.

Ces progrès extraordinaires concernant les cellules souches adultes ou induites et leurs possibles applications thérapeutiques, ou encore la vitrification des ovocytes autorisée depuis le 27 janvier 2011 et qui va enfin mettre un terme à la production d'embryons humains surnuméraires, sont pourtant totalement ignorés par la proposition de Loi passéiste de la majorité socialiste. Force est de constater qu'il s'agit d'une démarche purement idéologique, se faisant au prix de lourds risques de dérives et d'instrumentalisation.

Avant même d'envisager toute modification des conditions de la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires, et a fortiori d'opérer un tel bouleversement du principe d'interdiction, il faut avant tout organiser des états généraux de la bioéthique, un débat public ouvert à tous sous la forme de forums citoyens comme le gouvernement précédent en avait organisé notamment à Marseille en 2009. Quant aux innovations de la recherche sur les gamètes, leur conservation et sur la fécondation in vitro, l'objectif doit être de permettre aux biologistes et aux gynécologues-obstétriciens d'évaluer les innovations susceptibles d'améliorer les résultats de l'assistance médicale à la procréation. L'Agence de Biomédecine doit conduire ces évaluations afin que ces innovations soient connues, reconnues et promues dans notre pays. Sans cela, légiférer sur les conditions de recherche sur l'embryon, en dehors de toute expertise sur les nouvelles techniques, n'a pas de sens.

Dans ce contexte et pour toutes les raisons ainsi exposées, il est défendu la suppression de l'article unique de la proposition de Loi tendant à modifier la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 53

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Goujon, M. Cinieri, Mme Genevard, M. Moreau, M. Lett, M. Marty, M. Martin-Lalande, M. de Courson, M. Huet, M. Quentin, Mme Dion et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lever le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, en inscrivant un principe d'autorisation dans la loi française constitue un changement de paradigme inédit au terme duquel le principe fondateur de la protection de l'être humain deviendra une exception à la règle de sa non protection. Il s'agit là d'un bouleversement juridique et éthique sans fondement scientifique privé de débat citoyen.

La proposition de loi contrevient gravement au principe de protection de l'être humain garantie par notre ordre juridique. Si le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, a été préservé à deux reprises (loi bioéthique de 2004, puis de 2011) à la suite de débats publics d'envergure, c'est qu'il découle directement de l'article 16 du code civil qui garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Ce principe d'ordre public est appuyé par le Conseil Constitutionnel qui rappelle que les embryons même *in vitro* doivent faire l'objet d'une protection adéquate (décision 94-343-344 DC du 27 juillet 1994). Enfin, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé que l'embryon humain devait bénéficier d'une protection au nom du principe de la dignité humaine (décision Warf c/ Thomson 25 novembre 2008). L'embryon humain bénéficie donc d'une protection du fait même de son appartenance à l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une opinion, ni d'une conviction, mais d'un constat scientifique incontesté. L'intégration d'un principe d'autorisation viendrait nier cette protection, et poserait de graves contradictions dans notre droit français, et européen.

En outre, autoriser la recherche sur l'embryon n'a jamais été aussi inutile au regard des progrès de la science.

D'une part, il faut constater qu'aujourd'hui, les cellules souches adultes et de sang de cordon sont les seules à être utilisées en thérapie cellulaire. Pour certains types de pathologies les greffes de cellules souches non-embryonnaires soignent déjà des patients. D'autre part, les cellules souches reprogrammées (IPS) du Pr Yamanaka (prix Nobel de médecine 2012), offrent des perspectives plus prometteuses en matière de thérapie cellulaire que les cellules embryonnaires. La rapidité du lancement du premier essai clinique sur la DMLA, et les investissements massifs qui se portent – à l'étranger – sur les iPS marquent l'importance du potentiel de cette recherche.

Enfin, le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain ne limite pas les travaux sur l'embryogénèse qui se développent grâce à la recherche sur l'embryon animal. Les travaux de Mme Le Douarin, notamment, en sont un exemple éloquent. Il faut ajouter que cela fait plus de vingt ans que la Grande Bretagne recherche sur l'embryon sans aucun résultat concluant. Emprunter la voie de la recherche embryonnaire, quand nos voisins américains et japonais ont compris que l'avenir de la recherche se trouve dans les cellules IPS, sera très préjudiciable à la France. Une telle autorisation contribuera à creuser notre retard dans la recherche sur les IPS.

On ne peut enfin pas raisonnablement soutenir l'idée que le régime actuel d'interdiction assorti de dérogations « gêne » les chercheurs qui veulent utiliser des embryons humains pour leur recherche aujourd'hui. En effet, les protocoles de recherche sur l'embryon sont déjà délivrés largement par l'Agence de biomédecine : depuis 2004, l'ABM a délivré 173 autorisations relatives à la recherche sur l'embryon, pour seulement neuf refus. 71 concernent des protocoles de recherche, 24 la conservation de cellules souches embryonnaires et 46 l'importation de lignées de cellules souches embryonnaires. Malgré le principe d'interdiction, les dérogations actuelles sont largement interprétées, voir même non respectées (décision de la CAA Paris 10 mai 2010). Qu'en sera-t-il avec un principe d'autorisation ? Même avec un encadrement digne de ce nom tout protocole de recherche sera présumé recevable, ce qui contribuera à libéraliser considérablement la recherche sur l'embryon.

Enfin, le minimum démocratique aurait été de débattre d'un tel bouleversement juridique par le biais d'États généraux de la bioéthique, comme l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique le prévoit. Soutenir que la présente proposition de loi ne correspond pas à un « projet de réforme » qui nécessite la tenue d'états généraux, et la qualifier d'un simple « toilettage » destiné aux seuls scientifiques, est une affirmation grave et erronée. Passer d'un principe d'interdiction à un principe d'autorisation constitue non seulement un changement de l'esprit de la loi de 2011, mais aussi un bouleversement inédit de notre droit français qui concerne autant les citoyens que les experts.

En conséquence, rien ne justifie l'adoption d'un régime d'autorisation de la recherche sur l'embryon, encore moins s'il est privé d'un débat public. Celle-ci est inutilement contraire à l'éthique, et fondée sur des considérations idéologiques et économiques.

C'est la raison pour laquelle il est demandé par le présent amendement de supprimer l'intégralité de l'article unique de cette proposition de loi.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 54**

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Cinieri, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Lett,
M. Martin-Lalande, M. Marty, M. Moreau, Mme Dion, M. Quentin et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « progrès médicaux majeurs » et « impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplies :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis vingt ans dans le monde et que seul un essai clinique est en cours ;

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 113

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « *progrès médicaux majeurs* » et « *impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains* », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplis :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis 20 ans dans le monde et que seul 1 essai clinique est en cours.

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 121

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « progrès médicaux majeurs » et « impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplies :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis 20 ans dans le monde et que seul 1 essai clinique est en cours.

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 127

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « progrès médicaux majeurs » et « impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplis :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis 20 ans dans le monde et que seul 1 essai clinique est en cours ;

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 270

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « *progrès médicaux majeurs* » et « *impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains* », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplis :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis 20 ans dans le monde et que seul 1 essai clinique est en cours.

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 2 à 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avant tout, une remarque de méthode. Le régime de la recherche de l'embryon sis à l'actuel article L2151-5 du code de la santé public est issu d'un processus de révision conforme aux lois bioéthiques incluant notamment une mission parlementaire ad hoc et des états généraux. En outre, la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 prévoit que tout projet de réforme sur les questions de bioéthique doit faire l'objet d'un débat public sous forme d'états généraux (article L1412-1-1 du Code de la santé publique).

Aujourd'hui, le gouvernement nous propose un total changement de paradigme... sans débat !

En effet, le projet a pour objet de faire passer la recherche sur l'embryon d'un régime d'interdiction de principe assorti d'exceptions conditionnées à un régime d'autorisation conditionné. Cela signifie, ni plus ni moins, que pour la première fois en droit français, le principe du respect de l'être humain va devenir une exception...

Pourtant, les textes et les actualités tant scientifiques que juridiques montrent l'inanité de cette démarche.

Ainsi :

- Article 16 du Code civil : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

- Article 18 de la Convention d'OVIÉDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, ratifiée en décembre 2011 par la France :

« Article 18 – Recherche sur les embryons in vitro

1. Lorsque la recherche sur les embryons in vitro est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite. »

- Directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixant aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales ».

- Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

- Découverte des cellules souches adultes reprogrammées en cellules pluripotentes, dites cellules induites (iPS), objet du prix nobel de médecine 2012. A noter que ces cellules sont pertinentes pour le criblage des molécules comme pour la modélisation des pathologies sans poser le moindre problème éthique.

- Indépendamment de cette découverte, les solutions alternatives pour la recherche existent comme avec les cellules souches du cordon ombilical qui ne posent aucun problème éthique au niveau de la collecte non autologue.

En définitive, ce texte :

- ☐ réifie l'embryon humain et lui donne un statut même inférieur à celui de l'embryon animal désormais protégé par la directive européenne précitée,
- ☐ pose de graves problèmes éthiques,
- ☐ n'est justifié par aucun impératif de recherche fondamentale, pharmaceutique ou clinique,
- ☐ contrevient à la procédure établie par la loi de 2011 concernant les textes touchant à la bioéthique.

Il convient de le rejeter.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 44

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 2 à 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avant tout, une remarque de méthode. Le régime de la recherche de l'embryon sis à l'actuel article L2151-5 du code de la santé public est issu d'un processus de révision conforme aux lois bioéthiques incluant notamment une mission parlementaire ad hoc et des états généraux. En outre, la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 prévoit que tout projet de réforme sur les questions de bioéthique doit faire l'objet d'un débat public sous forme d'états généraux (article L1412-1-1 du Code de la santé publique).

Aujourd'hui, le gouvernement nous propose un total changement de paradigme... sans débat !

En effet, le projet a pour objet de faire passer la recherche sur l'embryon d'un régime d'interdiction de principe assorti d'exceptions conditionnées à un régime d'autorisation conditionné. Cela signifie, ni plus ni moins, que pour la première fois en droit français, le principe du respect de l'être humain va devenir une exception...

Pourtant, les textes et les actualités tant scientifiques que juridiques montrent l'inanité de cette démarche.

Ainsi :

- Article 16 du Code civil : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

- Article 18 de la Convention d'OVIÉDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, ratifiée en décembre 2011 par la France :

« Article 18 – Recherche sur les embryons in vitro

1. Lorsque la recherche sur les embryons in vitro est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite. »

- Directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixant aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales ».

- Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

- Découverte des cellules souches adultes reprogrammées en cellules pluripotentes, dites cellules induites (iPS), objet du prix nobel de médecine 2012. A noter que ces cellules sont pertinentes pour le criblage des molécules comme pour la modélisation des pathologies sans poser le moindre problème éthique.

- Indépendamment de cette découverte, les solutions alternatives pour la recherche existent comme avec les cellules souches du cordon ombilical qui ne posent aucun problème éthique au niveau de la collecte non autologue.

En définitive, ce texte :

- ☐ réifie l'embryon humain et lui donne un statut même inférieur à celui de l'embryon animal désormais protégé par la directive européenne précitée,
- ☐ pose de graves problèmes éthiques,
- ☐ n'est justifié par aucun impératif de recherche fondamentale, pharmaceutique ou clinique,
- ☐ contrevient à la procédure établie par la loi de 2011 concernant les textes touchant à la bioéthique.

Il convient de le rejeter.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 12

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est non seulement de supprimer le présent texte, mais également de revenir sur le texte précédent en supprimant toute possibilité de mener des recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires.

Cette question de la recherche sur l'embryon humain pose et posera toujours un grave problème éthique : elle remet en cause l'article 16 du Code civil qui dispose que « la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

Elle est également inutile : après 20 ans de recherche dans le monde, la recherche sur l'embryon humain n'a jamais concrétisé les promesses d'applications thérapeutiques « spectaculaires » annoncées. En revanche, les recherches sur les cellules iPS offrent des perspectives prometteuses, et on déjà valu au Pr. Yamanaka le prix Nobel de Médecine 2012. En effet, le Professeur Shinya Yamanaka, prix Nobel de Médecine 2012, a découvert et prouvé la supériorité en matière de connaissance scientifique et de possibilités thérapeutiques des cellules iPS (cellules souches pluripotentes induites), c'est-à-dire des cellules souches non embryonnaires. Ces cellules souches non embryonnaires permettent donc de mener des recherches scientifiques plus efficaces que celles menées sur l'embryon ou les cellules souches embryonnaires, tout en s'affranchissant du problème

éthique que pose notamment le présent texte. Il serait donc plus simple et bénéfique pour tous, dans le souci de ne pas heurter les consciences et de préserver la paix sociale, de revenir sur ce texte et de favoriser la recherche sur les cellules iPS qui réconciliera tout le monde.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 56**

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett,
M. Cinieri, M. Quentin, Mme Genevard, M. Huet et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est non seulement de supprimer le présent texte, mais également de revenir sur le texte précédent en supprimant toute possibilité de mener des recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires.

Cette question de la recherche sur l'embryon humain pose et posera toujours un grave problème éthique : elle remet en cause l'article 16 du code civil qui dispose que « la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

Elle est également inutile : après 20 ans de recherche dans le monde, la recherche sur l'embryon humain n'a jamais concrétisé les promesses d'applications thérapeutiques « spectaculaires » annoncées. En revanche, les recherches sur les cellules iPS offrent des perspectives prometteuses, et on déjà valu au Pr. Yamanaka le prix Nobel de médecine 2012. En effet, le Professeur Shinya Yamanaka, prix Nobel de médecine 2012, a découvert et prouvé la supériorité en matière de connaissance scientifique et de possibilités thérapeutiques des cellules iPS (cellules souches pluripotentes induites), c'est-à-dire des cellules souches non embryonnaires. Ces cellules souches non embryonnaires permettent donc de mener des recherches scientifiques plus efficaces que celles

menées sur l'embryon ou les cellules souches embryonnaires, tout en s'affranchissant du problème éthique que pose notamment le présent texte. Il serait donc plus simple et bénéfique pour tous, dans le souci de ne pas heurter les consciences et de préserver la paix sociale, de revenir sur ce texte et de favoriser la recherche sur les cellules iPS qui réconciliera tout le monde.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 103

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est non seulement de supprimer le présent texte, mais également de revenir sur le texte précédent en supprimant toute possibilité de mener des recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires.

Cette question de la recherche sur l'embryon humain pose et posera toujours un grave problème éthique, pour des raisons que chacun connaît. Or, ce problème et les débats qu'il risque d'engendrer est désormais tout à fait inutile, pour peu qu'il ait jamais pu être considéré comme utile et justifié.

En effet, le Professeur Shinya Yamanaka, prix Nobel de médecine 2012, a découvert et prouvé la supériorité en matière de connaissance scientifique et de possibilités thérapeutiques des cellules iPS (cellules souches pluripotentes induites), c'est-à-dire des cellules souches non embryonnaires. Il s'agit notamment des cellules souches provenant du cordon ombilical. Ces cellules souches non embryonnaires permettent donc de mener des recherches scientifiques plus efficaces que celles menées sur l'embryon ou les cellules souches embryonnaires, tout en s'affranchissant du problème éthique que pose notamment le présent texte.

Il serait donc plus simple et plus bénéfique pour tous, parlementaires et scientifiques, dans le souci de ne pas heurter les consciences et de préserver la paix sociale, de revenir sur ce texte et de favoriser plutôt l'alternative des cellules iPS qui réconciliera tout le monde.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 124**

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est non seulement de supprimer le présent texte, mais également de revenir sur le texte précédent en supprimant toute possibilité de mener des recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires.

Cette question de la recherche sur l'embryon humain pose et posera toujours un grave problème éthique : elle remet en cause l'article 16 du code civil qui dispose que « la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

Elle est également inutile : après 20 ans de recherche dans le monde, la recherche sur l'embryon humain n'a jamais concrétisé les promesses d'applications thérapeutiques « spectaculaires » annoncées. En revanche, les recherches sur les cellules iPS offrent des perspectives prometteuses, et on déjà valu au Pr Yamanaka le prix Nobel de médecine 2012. En effet, le Pr Shinya Yamanaka, prix Nobel de médecine 2012, a découvert et prouvé la supériorité en matière de connaissance scientifique et de possibilités thérapeutiques des cellules iPS (cellules souches pluripotentes induites), c'est-à-dire des cellules souches non embryonnaires. Ces cellules souches non embryonnaires permettent donc de mener des recherches scientifiques plus efficaces que celles menées sur l'embryon ou les cellules souches embryonnaires, tout en s'affranchissant du problème

éthique que pose notamment le présent texte. Il serait donc plus simple et bénéfique pour tous, dans le souci de ne pas heurter les consciences et de préserver la paix sociale, de revenir sur ce texte et de favoriser la recherche sur les cellules iPS qui réconciliera tout le monde.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 157

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est non seulement de supprimer le présent texte, mais également de revenir sur le texte précédent en supprimant toute possibilité de mener des recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires.

Cette question de la recherche sur l'embryon humain pose et posera toujours un grave problème éthique : elle remet en cause l'article 16 du Code civil qui dispose que « la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

Elle est également inutile : après 20 ans de recherche dans le monde, la recherche sur l'embryon humain n'a jamais concrétisé les promesses d'applications thérapeutiques « spectaculaires » annoncées. En revanche, les recherches sur les cellules iPS offrent des perspectives prometteuses, et on déjà valu au Pr. Yamanaka le prix Nobel de Médecine 2012. En effet, le Professeur Shinya Yamanaka, prix Nobel de Médecine 2012, a découvert et prouvé la supériorité en matière de connaissance scientifique et de possibilités thérapeutiques des cellules iPS (cellules souches pluripotentes induites), c'est-à-dire des cellules souches non embryonnaires. Ces cellules souches non embryonnaires permettent donc de mener des recherches scientifiques plus efficaces que celles menées sur l'embryon ou les cellules souches embryonnaires, tout en s'affranchissant du problème

éthique que pose notamment le présent texte. Il serait donc plus simple et bénéfique pour tous, dans le souci de ne pas heurter les consciences et de préserver la paix sociale, de revenir sur ce texte et de favoriser la recherche sur les cellules iPS qui réconciliera tout le monde.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 13

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 58

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Cinieri,
Mme Genevard, M. Lett, M. Moreau et M. Quentin

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 59

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Cinieri, M. Dhuicq, Mme Genevard,
Mme Fort, M. Lett, M. Moreau, M. Quentin et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche, qui donnent leur accord ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 126

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 128

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche, qui donnent leur accord ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 158

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 159

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche, qui donnent leur accord ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT SÉANCE

AMENDEMENT

N ° 246

présenté par
M. Bompard et Mme Maréchal-Le Pen

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de coordination

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 279

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche, qui donnent leur accord. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 16**

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 17

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 45

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« appliquée ou fondamentale, est susceptible de permettre des progrès médicaux majeurs identifiés ou identifiables; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche dans une finalité médicale est nettement insuffisant car beaucoup moins protecteur que les progrès médicaux majeurs du précédent texte.

De plus, la recherche sur les embryons humains à défaut d'être totalement interdite puisque inutile aux vues des dernières évolutions scientifiques et notamment des cellules induites (iPS), doit avoir une finalité de progrès médical identifiée ou à tout le moins nettement identifiable.

Le contraire n'est pas éthiquement admissible.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 61

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Cinieri, M. Dhuicq, Mme Fort,
Mme Genevard, M. Lett, M. Moreau, M. Quentin et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 105

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 4

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas dérangeant de souligner que l'impossibilité se situe dans l'état des connaissances scientifiques d'autant plus qu'aujourd'hui et compte tenu des conséquences de la découverte sur la re-programmation cellulaire ayant justifié l'octroi du prix Nobel de médecine 2012, ce cas ne devrait plus se présenter...

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 5

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

À l'alinéa 5, substituer aux mots :

« cette recherche ne peut être menée sans recourir à ces embryons ou ces »

les mots :

« il est impossible de mener cette recherche sans recourir à des embryons humains ou des ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

« ne peut être mené » est trop imprécis.

La notion d'impossibilité renvoie automatiquement aux recherches alternatives ce qui doit être l'esprit du texte... en tout cas nous l'espérons !

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 18

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 5.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 19

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 5 :

« 3° Il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La formulation de cet alinéa est trop floue dans son état actuel. Elle n'encadre pas aussi strictement que nécessaire la recherche sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires. Son imprécision facilite, et semble même encourager, les démonstrations trop légères d'impossibilité de passer par des voies alternatives de recherche.

Cet amendement propose de conserver la formulation telle qu'elle figure dans la loi n° 2011-814 actuellement en vigueur, qui garantit un encadrement plus rigoureux.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 46

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À l'alinéa 5, substituer aux mots :

« cette recherche ne peut être menée sans recourir à ces embryons ou ces »

les mots :

« il est impossible de mener cette recherche sans recourir à des embryons humains ou des »

EXPOSÉ SOMMAIRE

« ne peut être mené » est trop imprécis.

La notion d'impossibilité renvoie automatiquement aux recherches alternatives ce qui doit être l'esprit du texte... en tout cas nous l'espérons !

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 115

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « *il est expressément établi* » **modifie la charge de la preuve**. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au **seul niveau de la procédure**, avec la disparition de la notion de « *résultat escompté* », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « *l'état des connaissances scientifiques* » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « *protection adéquate* » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 140

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 5.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 141**

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 5 :

« 3° Il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La formulation de cet alinéa est trop floue dans son état actuel. Elle n'encadre pas aussi strictement que nécessaire la recherche sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires. Son imprécision facilite, et semble même encourager, les démonstrations trop légères d'impossibilité de passer par des voies alternatives de recherche.

Cet amendement propose de conserver la formulation telle qu'elle figure dans la loi n° 2011-814 actuellement en vigueur, qui garantit un encadrement plus rigoureux.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 20

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 69

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett,
M. Cinieri, M. Quentin, Mme Genevard et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 21

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être choisies prioritairement. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit, avec cet amendement, de réintégrer dans le présent texte un élément figurant dans la loi n° 2011-814 qu'il tend à modifier. En application du principe de précaution, et considérant que la recherche sur l'embryon humain posera un problème éthique, il est préférable pour tous d'éviter de se heurter à ce problème et de heurter des consciences en passant par des recherches alternatives à chaque fois que cela est possible. Là encore, il convient de prendre en exemple l'alternative révolutionnaire des cellules iPS.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 22

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être favorisées. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 211

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 7

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

À la première phrase de l'alinéa 8, substituer à la référence :

« au I »

les références :

« aux I et II ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas logique d'exclure le II de l'article relatif au consentement des couples des vérifications impératives de l'Agence de biomédecine quant à la validité des protocoles de recherche

À défaut, il faut considérer que la majorité considère tout embryon in vitro comme entrant dans le champ de ce texte même s'ils font toujours l'objet d'un projet parental ou si le couple n'a pas consenti à la recherche...

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 8

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis du conseil d'orientation, est communiquée aux ministres chargés de la santé et de la recherche qui peuvent, dans un délai d'un mois et conjointement »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé du conseil d'orientation, est communiquée aux ministres chargés de la santé et de la recherche qui peuvent, chacun, dans un délai d'un mois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de permettre d'apprécier une décision, celle-ci se doit d'être motivée.

À défaut de savoir sur quel élément elle se fonde, une décision ne peut valablement être contrôlée.

C'est pourquoi il est impératif d'obtenir sur chaque protocole proposé une décision motivée tant de l'agence que du conseil d'orientation.

Par ailleurs, les deux ministres sont compétents pour demander un réexamen. Nécessiter leur accord mutuel sur cette question revient à interdire, éventuellement, l'un des deux à faire valoir son opinion.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 32

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 8 à 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 9

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Substituer aux deux dernières phrases de l'alinéa 9 les trois phrases suivantes :

« La demande de l'un ou l'autre des ministres concerné suspend l'autorisation jusqu'à ce que l'agence procède à un nouvel examen. Ce nouvel examen doit intervenir dans un délai de trente jours. Les ministres concernés conservent alors la faculté d'interdire la réalisation du protocole s'il leur paraît contraire aux principes éthiques ou à la pertinence scientifique au vu des motivations de l'agence. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas concevable de permettre à une recherche autorisée mais faisant l'objet d'une demande de réexamen de débiter.

La suspension doit être actée dans le texte, de même que la possibilité d'interdiction d'une recherche acceptée dès lors que les ministres concernés y verraient une atteinte à l'éthique ou à la pertinence scientifique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 38

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 10

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si l'agence de biomédecine a refusé une première fois un protocole de recherche sur la base de l'éthique ou de la pertinence scientifique, il serait particulièrement étonnant et incompréhensible qu'elle parvienne à une solution inverse lors d'une seconde demande.

Dès lors, il n'est pas nécessaire de prévoir cette possibilité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 39

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si l'agence de biomédecine a refusé une première fois un protocole de recherche sur la base de l'éthique ou de la pertinence scientifique, il serait particulièrement étonnant et incompréhensible qu'elle parvienne à une solution inverse lors d'une seconde demande.

Dès lors, il n'est pas nécessaire de prévoir cette possibilité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 11

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après la première occurrence du mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 11 :

« retire, sans délai, l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si une autorisation viole la loi, le règlement ou les conditions de l'autorisation tous édictés pour préserver notamment l'éthique et la dignité humaine, il n'y aucune raison de simplement la suspendre. Elle doit être annulée immédiatement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 40

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 41

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'alinéa 11 :

« retire l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le but de cet amendement est de prévenir les risques de dérives éthiques. En application du principe de précaution, sur un sujet si sensible, tout doute doit entraîner l'interdiction du protocole de recherche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 50

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après la première occurrence du mot :

« agence »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 11 :

« retire, sans délai, l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si une autorisation viole la loi, le règlement ou les conditions de l'autorisation tous édictés pour préserver notamment l'éthique et la dignité humaine, il n'y aucune raison de simplement la suspendre. Elle doit être annulée immédiatement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 206

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 213

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de trois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant l'emploi du temps extrêmement chargé auquel sont confrontés les membres du gouvernement de la République, il semble qu'un mois soit un délai bien trop court pour permettre à un ministre de se pencher sur une telle question et de donner un avis réfléchi. Un délai de trois mois semble plus raisonnable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 230

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 8 à 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 231

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche contra legem décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 234 (Rect)

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent, »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de Biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 236

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 238

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots :

« et conjointement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette obligation faite aux ministres en charge de la santé et de la recherche revient à réduire leur pouvoir de manière injustifiée : si les ministres souhaitent une révision du dossier et que l'Agence de biomédecine ne la souhaite pas, ce dossier ne sera pas révisé. On ne donne pas aux ministres une place suffisante dans le pouvoir de décision.

Dans un souci d'équité et de respect des avis de tous les acteurs du processus de décision, il convient de donner à chacun des ministres concernés le pouvoir de demander, à lui seul, un réexamen du dossier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 255

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis du conseil d'orientation, est communiquée aux ministres chargés de la santé et de la recherche qui peuvent, dans un délai d'un mois et conjointement »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé du conseil d'orientation, est communiquée aux ministres chargés de la santé et de la recherche qui peuvent, chacun, dans un délai d'un mois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de permettre d'apprécier une décision, celle-ci se doit d'être motivée.

A défaut de savoir sur quel élément elle se fonde, une décision ne peut valablement être contrôlée.

C'est pourquoi il est impératif d'obtenir sur chaque protocole proposé une décision motivée tant de l'agence que du conseil d'orientation.

Par ailleurs, les deux ministres sont compétents pour demander un réexamen. Nécessiter leur accord mutuel sur cette question revient à interdire, éventuellement, l'un des deux à faire valoir son opinion.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 265

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la première phrase de l'alinéa 8, substituer à la référence :

« au I »

les références :

« aux I et II ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas logique d'exclure le II de l'article relatif au consentement des couples des vérifications impératives de l'Agence de biomédecine quant à la validité des protocoles de recherche.

À défaut, il faut considérer que la majorité considère tout embryon *in vitro* comme entrant dans le champ de ce texte même s'ils font toujours l'objet d'un projet parental ou si le couple n'a pas consenti à la recherche...

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 55 (Rect)

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, M. Gérard, Mme Genevard,
M. Cinieri, Mme Fort, M. Lett, M. Moreau et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 2 à 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avant tout, une remarque de méthode. Le régime de la recherche de l'embryon sis à l'actuel article L. 2151-5 du code de la santé public est issu d'un processus de révision conforme aux lois bioéthiques incluant notamment une mission parlementaire ad hoc et des états généraux. En outre, la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 prévoit que tout projet de réforme sur les questions de bioéthique doit faire l'objet d'un débat public sous forme d'états généraux (article L. 1412-1-1 du code de la santé publique).

Aujourd'hui, le Gouvernement nous propose un total changement de paradigme... sans débat !

En effet, le projet a pour objet de faire passer la recherche sur l'embryon d'un régime d'interdiction de principe assorti d'exceptions conditionnées à un régime d'autorisation conditionné. Cela signifie, ni plus ni moins, que pour la première fois en droit français, le principe du respect de l'être humain va devenir une exception...

Pourtant, les textes et les actualités tant scientifiques que juridiques montrent l'inanité de cette démarche.

Ainsi :

- Article 16 du code civil : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

- Article 18 de la convention d'OVIEDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, ratifiée en décembre 2011 par la France :

« Article 18 – Recherche sur les embryons in vitro

1. Lorsque la recherche sur les embryons in vitro est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite. »

- Directive européenne n° 2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixant aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales ».

- Cour de Justice de l'Union européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

- Découverte des cellules souches adultes reprogrammées en cellules pluripotentes, dites cellules induites (iPS), objet du prix Nobel de médecine 2012. A noter que ces cellules sont pertinentes pour le criblage des molécules comme pour la modélisation des pathologies sans poser le moindre problème éthique.

- Indépendamment de cette découverte, les solutions alternatives pour la recherche existent comme avec les cellules souches du cordon ombilical qui ne posent aucun problème éthique au niveau de la collecte non autologue.

En définitive, ce texte :

- ☐ réifie l'embryon humain et lui donne un statut même inférieur à celui de l'embryon animal désormais protégé par la directive européenne précitée,
- ☐ pose de graves problèmes éthiques,
- ☐ n'est justifié par aucun impératif de recherche fondamentale, pharmaceutique ou clinique,
- ☐ contrevient à la procédure établie par la loi de 2011 concernant les textes touchant à la bioéthique.

Il convient de le rejeter.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 298**

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I . – À la première phrase de l'alinéa 2, après le mot :

« embryonnaires »,

insérer les mots :

« et les lignées de cellules souches ».

II. – En conséquence, procéder à la même insertion à la seconde phrase du même alinéa.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les lignées de cellules souches embryonnaires provenant d'un embryon qui a été détruit, il est logique de les inclure expressément dans le champ d'application de l'interdiction de la recherche sur embryon sous peine de les exclure de la protection.

Le parti pris d'ignorer l'origine des lignées de cellules pourrait aussi conduire à accepter de greffer des organes obtenus dans des conditions illégitimes sous prétexte que, une fois ces organes disponibles, peu importerait le moyen qui a permis de les obtenir.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 301

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I. – À la première phrase de l'alinéa 2, supprimer les mots :

« ni sur les cellules souches embryonnaires ».

II. – En conséquence, à la seconde phrase du même alinéa, supprimer les mots :

« ou sur des cellules souches embryonnaires ».

III. – En conséquence, après le mot :

« embryons »,

supprimer la fin de l'alinéa 5.

IV. – En conséquence, après le mot :

« embryon »,

supprimer la fin de l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le principe de l'interdiction de la recherche doit porter sur l'embryon dans sa totalité. Sachant que les cellules souches embryonnaires proviennent de la destruction d'un embryon, leur mention nous paraît superfétatoire et la rédaction du premier alinéa de l'article L. 2151-5 doit être restaurée.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 202

présenté par

M. Poisson, M. Aubert, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand,
M. Myard, M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et
M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 203

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 204

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 258

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« appliquée ou fondamentale, est susceptible de permettre des progrès médicaux majeurs identifiés ou identifiables ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche dans une finalité médicale est nettement insuffisant car beaucoup moins protecteur que les progrès médicaux majeurs du précédent texte.

De plus, la recherche sur les embryons humains à défaut d'être totalement interdite puisque inutile aux vues des dernières évolutions scientifiques et notamment des cellules induites (iPS), doit avoir une finalité de progrès médical identifiée ou à tout le moins nettement identifiable.

Le contraire n'est pas éthiquement admissible.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 271

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« est susceptible de permettre des progrès thérapeutiques majeurs ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche « fondamentale ou appliquée » sur l'embryon dans une « finalité médicale », comme le voudrait la présente proposition de loi ne constitue pas une condition d'encadrement sérieuse.

D'une part il sera possible d'utiliser des embryons humains pour des recherches sans perspectives thérapeutiques et uniquement à des fins de connaissance. Et notamment la possibilité de mener des recherches améliorant les techniques d'Assistance médicale à la procréation.

D'autre part dans le domaine de la santé, toute recherche a une finalité médicale. Celle-ci peut être très lointaine et vague. De ce fait, avec ce nouveau texte, toute recherche sur des embryons sera justifiée, quelle que soit sa finalité, qu'elle implique ou non un progrès thérapeutique (soigner), qu'elle soit concrète ou qu'elle vise simplement à améliorer la connaissance. Le terme « finalité médicale » comprend par notamment la recherche de l'industrie pharmaceutique (criblage de molécule et modélisation de pathologie) qui répond à des enjeux économiques et financiers considérables. Et ce, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles.

L'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire, moins bien considéré qu'un embryon animal plus coûteux, et mieux protégé.

La condition de « progrès thérapeutiques majeurs », qui s'ancre dans le soin des patients, est la condition la plus adaptée pour empêcher de telles dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 278

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT SÉANCE**AMENDEMENT**

N ° 259

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas dérangeant de souligner que l'impossibilité se situe dans l'état des connaissances scientifiques d'autant plus qu'aujourd'hui et compte tenu des conséquences de la découverte sur la re-programmation cellulaire ayant justifié l'octroi du prix nobel de médecine 2012, ce cas ne devrait plus se présenter...

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 261

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À l'alinéa 5, substituer aux mots :

« cette recherche ne peut être menée sans recourir à ces embryons ou ces »

les mots :

« il est impossible de mener cette recherche sans recourir à des embryons humains ou des ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

« ne peut être mené » est trop imprécis.

La notion d'impossibilité renvoie automatiquement aux recherches alternatives ce qui doit être l'esprit du texte... en tout cas nous l'espérons !

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 272

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « il est expressément établi » modifie la charge de la preuve. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au seul niveau de la procédure, avec la disparition de la notion de « résultat escompté », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « l'état des connaissances scientifiques » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « protection adéquate » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 287

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « il est expressément établi » modifie la charge de la preuve. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au seul niveau de la procédure, avec la disparition de la notion de « résultat escompté », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « l'état des connaissances scientifiques » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « protection adéquate » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 70 (Rect)

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Marty, M. Martin-Lalande, Mme Dion,
M. Huet, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett, M. Quentin, Mme Genevard, M. Decool et
M. Cinieri

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus coûteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 116 (Rect)

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus couteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et **abandonner nos valeurs fondatrices**.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 122 (Rect)

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus coûteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 133 (Rect)

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus coûteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 194 (Rect)

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus couteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 226 (Rect)

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus coûteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 273 (Rect)

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus couteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 289 (Rect)

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus couteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 73

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Cinieri, M. Dhuicq, M. Moreau,
M. Lett, Mme Genevard, M. Decool et M. Quentin

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être choisies prioritairement. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit, avec cet amendement, de réintégrer dans le présent texte un élément figurant dans la loi n° 2011-814 qu'il tend à modifier. En application du principe de précaution, et considérant que la recherche sur l'embryon humain posera un problème éthique, il est préférable pour tous d'éviter de se heurter à ce problème et de heurter des consciences en passant par des recherches alternatives à chaque fois que cela est possible. Là encore, il convient de prendre en exemple l'alternative révolutionnaire des cellules iPS.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 143

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être choisies prioritairement. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit, avec cet amendement, de réintégrer dans le présent texte un élément figurant dans la loi n° 2011-814 qu'il tend à modifier. En application du principe de précaution, et considérant que la recherche sur l'embryon humain posera un problème éthique, il est préférable pour tous d'éviter de se heurter à ce problème et de heurter des consciences en passant par des recherches alternatives à chaque fois que cela est possible. Là encore, il convient de prendre en exemple l'alternative révolutionnaire des cellules iPS.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 166

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être choisies prioritairement. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit, avec cet amendement, de réintégrer dans le présent texte un élément figurant dans la loi n° 2011-814 qu'il tend à modifier. En application du principe de précaution, et considérant que la recherche sur l'embryon humain posera un problème éthique, il est préférable pour tous d'éviter de se heurter à ce problème et de heurter des consciences en passant par des recherches alternatives à chaque fois que cela est possible. Là encore, il convient de prendre en exemple l'alternative révolutionnaire des cellules iPS.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 167

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 195

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « *susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs* » ou « *finalité médicale* », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « *médical* ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 209

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être choisies prioritairement. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit, avec cet amendement, de réintégrer dans le présent texte un élément figurant dans la loi n° 2011-814 qu'il tend à modifier. En application du principe de précaution, et considérant que la recherche sur l'embryon humain posera un problème éthique, il est préférable pour tous d'éviter de se heurter à ce problème et de heurter des consciences en passant par des recherches alternatives à chaque fois que cela est possible. Là encore, il convient de prendre en exemple l'alternative révolutionnaire des cellules iPS.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 210

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes à l'éthique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 228

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs » ou « finalité médicale », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 256

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes à l'éthique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la découverte des cellules IPS vient d'être saluée par le prix Nobel de Médecine 2012,

Alors que la Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

Alors que la France a ratifié en décembre 2011 la convention dite d'OVIEDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997 qui engage à une « protection adéquate de l'embryon humain » en son article 18.

Alors enfin que la directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixe aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et foetales », le texte qui nous est proposé aujourd'hui fait tout simplement l'impasse sur les méthodes alternatives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 277

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être choisies prioritairement. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit, avec cet amendement, de réintégrer dans le présent texte un élément figurant dans la loi n° 2011-814 qu'il tend à modifier. En application du principe de précaution, et considérant que la recherche sur l'embryon humain posera un problème éthique, il est préférable pour tous d'éviter de se heurter à ce problème et de heurter des consciences en passant par des recherches alternatives à chaque fois que cela est possible. Là encore, il convient de prendre en exemple l'alternative révolutionnaire des cellules iPS.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 284

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les dérogations à la recherche sur l'embryon mentionnées à l'alinéa précédent ne peuvent être accordées pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure ces recherches des autorisations prévues.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 31

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Passé ce délai, le protocole de recherche est abandonné. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent texte ne précise pas ce qui se passe en cas de non confirmation de la décision dans le délai imparti. C'est un vide qu'il convient de combler. Or, rendre automatique l'abandon du protocole de recherche est la possibilité la plus prudente et la plus logique, donc la plus convenable.

Cela permet de protéger le couple d'éventuelles pressions compromettant sa liberté de choix.

En outre, il semble raisonnable de considérer qu'un couple qui n'a pas eu assez de trois mois pour prendre sa décision n'est tout simplement pas prêt à assumer la responsabilité d'un acte aussi éthiquement problématique que le don d'embryons à la recherche scientifique.

La prudence commande donc, dans les cas de ce type, d'abandonner le protocole.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 74

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 75

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Dhuicq, M. Moreau, M. Lett,
M. Cinieri, M. Quentin, Mme Genevard et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Supprimer la première phrase de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La dignité de l'être humain est inaliénable et ne peut dépendre de facteurs qui lui sont extérieurs. Dire que la dignité d'un être humain dépend du jugement et de la volonté d'une autre personne sur lui, c'est ouvrir la porte à de graves dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 76**

présenté par

M. Gosselin, M. Goasguen, M. Tian, M. Aubert, M. de Courson, M. Gérard, M. Marty, Mme Dion, M. Martin-Lalande, M. Decool, M. Dhuicq, M. Cinieri, M. Moreau, M. Lett, M. Quentin, M. Huet et Mme Fort

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, voilà qu'il est discrètement et volontairement retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 77

présenté par

M. Gosselin, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Dhuicq, M. Moreau, M. Lett, M. Cinieri,
M. Quentin, Mme Genevard et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 7 :

« II. – Le fait que l'embryon fasse ou non l'objet d'un projet parental ne conditionne pas le respect dû à sa dignité et à son intégrité physique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de rappeler que l'origine du problème éthique posé par le présent texte est bien la question de la nature de l'embryon, et non celle du « projet parental », qui nie l'être de l'embryon en ne considérant que son avenir, un concept dangereux car ouvrant la voie à toutes les dérives eugéniques que personne ne souhaite voir arriver dans notre pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 78

présenté par

M. Gosselin, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Dhuicq, M. Moreau, M. Quentin, M. Cinieri,
M. Lett et Mme Genevard

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les trois dernières phrases de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Personne n'est habilité à destiner un embryon humain à la recherche, y compris le couple dont il est issu. Le fait que le couple n'ait pas ou ait abandonné le projet parental ne lui donne pas le droit de décider de ce qu'il convient de faire en conséquence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 80

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett, Mme Genevard,
M. Cinieri, M. Decool et M. Quentin

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« préalable »,

insérer les mots :

« des deux membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

La formulation actuelle de cette phrase semble ignorer que des avis divergents puissent apparaître dans un couple. Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 222

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Aucune autorisation ne peut être donnée si l'un des deux membres du couple ne donne pas son consentement exprès. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre si, par exemple, il est absent ou indécis.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 224

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Au début de l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, supprimer les mots :

« À l'exception des situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article L. 2141-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article 2141-3 n'ont pas lieu de constituer des exceptions. Les couples concernés par ces situations doivent pouvoir bénéficier du même délai de réflexion que tout autre couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 225

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés »

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant le caractère éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 229**

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, voilà qu'il est discrètement et volontairement retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 232

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« préalable »,

insérer les mots :

« des deux membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

La formulation actuelle de cette phrase semble ignorer que des avis divergents puissent apparaître dans un couple. Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 237

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les trois dernières phrases de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Personne n'est habilité à destiner un embryon humain à la recherche, y compris le couple dont il est issu. Le fait que le couple n'ait pas ou ait abandonné le projet parental ne lui donne pas le droit de décider de ce qu'il convient de faire en conséquence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 239

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 7 :

« II. – Le fait que l'embryon fasse ou non l'objet d'un projet parental ne conditionne pas le respect dû à sa dignité et à son intégrité physique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de rappeler que l'origine du problème éthique posé par le présent texte est bien la question de la nature de l'embryon, et non celle du « projet parental », qui nie l'être de l'embryon en ne considérant que son avenir, un concept dangereux car ouvrant la voie à toutes les dérives eugéniques que personne ne souhaite voir arriver dans notre pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 240

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer la première phrase de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La dignité de l'être humain est inaliénable et ne peut dépendre de facteurs qui lui sont extérieurs. Dire que la dignité d'un être humain dépend du jugement et de la volonté d'une autre personne sur lui, c'est ouvrir la porte à de graves dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 242

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

I. – Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Tout refus du protocole par l'Agence de la biomédecine est réputé acquis. ».

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant la sensibilité de la question de la recherche sur l'embryon et l'importance de la recherche du consensus en matière de bioéthique, demander un réexamen du dossier manifesterait une volonté de passer en force contre l'avis de l'Agence de la Biomédecine.

Un projet de cette nature qui rencontre dès la première étape de son processus d'autorisation des réticences sur le plan éthique, a peu de chances de respecter les principes éthiques in fine.

La prudence et le simple bon sens commandent donc d'abandonner le projet en cas de refus de l'ABM.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 233

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de trois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant l'emploi du temps extrêmement chargé auquel sont confrontés les membres du gouvernement de la République, il semble qu'un mois soit un délai bien trop court pour permettre à un ministre de se pencher sur une telle question et de donner un avis réfléchi. Un délai de trois mois semble plus raisonnable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 86**

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, M. Decool, M. Moreau, Mme Fort, M. Dhuicq,
M. Cinieri et M. Lett

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche contra legem décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 87

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de trois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant l'emploi du temps extrêmement chargé auquel sont confrontés les membres du gouvernement de la République, il semble qu'un mois soit un délai bien trop court pour permettre à un ministre de se pencher sur une telle question et de donner un avis réfléchi. Un délai de trois mois semble plus raisonnable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 98

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent, »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 99

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

À la première phrase de l'alinéa 8, substituer à la référence :

« au I »

les références :

« aux I et II ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas logique d'exclure le II de l'article relatif au consentement des couples des vérifications impératives de l'Agence de biomédecine quant à la validité des protocoles de recherche.

À défaut, il faut considérer que la majorité considère tout embryon in vitro comme entrant dans le champ de ce texte même s'ils font toujours l'objet d'un projet parental ou si le couple n'a pas consenti à la recherche...

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 100

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Toute décision de l'Agence de la biomédecine doit être accompagnée de l'exposé de ses motivations. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transparence doit être un principe non négociable en matière de bioéthique. Toute décision doit être motivée, expliquée et compréhensible par tous. Qu'il s'agisse d'une autorisation ou d'un refus, il est donc très important, dans ce souci de transparence, que l'Agence de la Biomédecine explique ses décisions en matière de recherche sur l'embryon.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 101

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

I. – Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Tout refus du protocole par l'Agence de la biomédecine est réputé acquis. ».

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant la sensibilité de la question de la recherche sur l'embryon et l'importance de la recherche du consensus en matière de bioéthique, demander un réexamen du dossier manifesterait une volonté de passer en force contre l'avis de l'Agence de la biomédecine.

Un projet de cette nature qui rencontre dès la première étape de son processus d'autorisation des réticences sur le plan éthique, a peu de chances de respecter les principes éthiques *in fine*.

La prudence et le simple bon sens commandent donc d'abandonner le projet en cas de refus de l'ABM.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 102

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots :

« et conjointement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette obligation faite aux ministres en charge de la santé et de la recherche revient à réduire leur pouvoir de manière injustifiée : si les ministres souhaitent une révision du dossier et que l'Agence de biomédecine ne la souhaite pas, ce dossier ne sera pas révisé. On ne donne pas aux ministres une place suffisante dans le pouvoir de décision.

Dans un souci d'équité et de respect des avis de tous les acteurs du processus de décision, il convient de donner à chacun des ministres concernés le pouvoir de demander, à lui seul, un réexamen du dossier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 111

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de trois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant l'emploi du temps extrêmement chargé auquel sont confrontés les membres du gouvernement de la République, il semble qu'un mois soit un délai bien trop court pour permettre à un ministre de se pencher sur une telle question et donner un avis réfléchi. Un délai de trois mois semble plus raisonnable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 248

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 253

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si l'agence de biomédecine a refusé une première fois un protocole de recherche sur la base de l'éthique ou de la pertinence scientifique, il serait particulièrement étonnant et incompréhensible qu'elle parvienne à une solution inverse lors d'une seconde demande.

Dès lors, il n'est pas nécessaire de prévoir cette possibilité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 92

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Après la première occurrence du mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 11 :

« retire, sans délai, l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si une autorisation viole la loi, le règlement ou les conditions de l'autorisation tous édictés pour préserver notamment l'éthique et la dignité humaine, il n'y aucune raison de simplement la suspendre. Elle doit être annulée immédiatement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 93

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 149

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 153

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'alinéa 11 :

« retire l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à prévenir les risques de dérives éthiques. En application du principe de précaution, sur un sujet si sensible, tout doute doit entraîner l'interdiction du protocole de recherche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 249

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 250**

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« agence »

rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'alinéa 11 :

« retire l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le but de cet amendement est de prévenir les risques de dérives éthiques. En application du principe de précaution, sur un sujet si sensible, tout doute doit entraîner l'interdiction du protocole de recherche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 252

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après la première occurrence du mot :

« agence »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 11 :

« retire, sans délai, l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si une autorisation viole la loi, le règlement ou les conditions de l'autorisation tous édictés pour préserver notamment l'éthique et la dignité humaine, il n'y aucune raison de simplement la suspendre. Elle doit être annulée immédiatement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 268

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après la première occurrence du mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 11 :

« retire, sans délai, l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si une autorisation viole la loi, le règlement ou les conditions de l'autorisation tous édictés pour préserver notamment l'éthique et la dignité humaine, il n'y a aucune raison de simplement la suspendre. Elle doit être annulée immédiatement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 251

présenté par

M. Poisson, M. Aubert, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand,
M. Myard, M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et
M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence avec les amendements précédents. Cet alinéa prouve que le présent texte est fondé sur la conviction qu'un être humain peut être utilisé et détruit à des fins scientifiques.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 174

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés »,

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant le caractère éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 175

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Aucune autorisation ne peut être donnée si l'un des deux membres du couple ne donne pas son consentement exprès. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre si, par exemple, il est absent ou indécis.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 176

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Au début de l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, supprimer les mots :

« À l'exception des situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article L. 2141-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article 2141-3 n'ont pas lieu de constituer des exceptions. Les couples concernés par ces situations doivent pouvoir bénéficier du même délai de réflexion que tout autre couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 177

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Passé ce délai, le protocole de recherche est abandonné. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent texte ne précise pas ce qui se passe en cas de non confirmation de la décision dans le délai imparti. C'est un vide qu'il convient de combler. Or, rendre automatique l'abandon du protocole de recherche est la possibilité la plus prudente et la plus logique, donc la plus convenable.

Cela permet de protéger le couple d'éventuelles pressions compromettant sa liberté de choix.

En outre, il semble raisonnable de considérer qu'un couple qui n'a pas eu assez de trois mois pour prendre sa décision n'est tout simplement pas prêt à assumer la responsabilité d'un acte aussi éthiquement problématique que le don d'embryons à la recherche scientifique.

La prudence commande donc, dans les cas de ce type, d'abandonner le protocole.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 196**

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, voilà qu'il est discrètement et volontairement retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 286

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« est susceptible de permettre des progrès thérapeutiques majeurs; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche « fondamentale ou appliquée » sur l'embryon dans une « finalité médicale », comme le voudrait la présente proposition de loi ne constitue pas une condition d'encadrement sérieuse.

D'une part il sera possible d'utiliser des embryons humains pour des recherches sans perspectives thérapeutiques et uniquement à des fins de connaissance.

Et notamment la possibilité de mener des recherches améliorant les techniques d'Assistance médicale à la procréation.

D'autre part dans le domaine de la santé, toute recherche a une finalité médicale. Celle-ci peut être très lointaine et vague. De ce fait, avec ce nouveau texte, toute recherche sur des embryons sera justifiée, quelle que soit sa finalité, qu'elle implique ou non un progrès thérapeutique (soigner), qu'elle soit concrète ou qu'elle vise simplement à améliorer la connaissance. Le terme « finalité médicale » comprend par notamment la recherche de l'industrie pharmaceutique (criblage de molécule et modélisation de pathologie) qui répond à des enjeux économiques et financiers

considérables. Et ce, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles.

L'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire, moins bien considéré qu'un embryon animal plus coûteux, et mieux protégé.

La condition de « progrès thérapeutiques majeurs », qui s'ancre dans le soin des patients, est la condition la plus adaptée pour empêcher de telles dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 227

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Après l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Passé ce délai, le protocole de recherche est abandonné. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent texte ne précise pas ce qui se passe en cas de non confirmation de la décision dans le délai imparti. C'est un vide qu'il convient de combler. Or, rendre automatique l'abandon du protocole de recherche est la possibilité la plus prudente et la plus logique, donc la plus convenable.

Cela permet de protéger le couple d'éventuelles pressions compromettant sa liberté de choix.

En outre, il semble raisonnable de considérer qu'un couple qui n'a pas eu assez de trois mois pour prendre sa décision n'est tout simplement pas prêt à assumer la responsabilité d'un acte aussi éthiquement problématique que le don d'embryons à la recherche scientifique.

La prudence commande donc, dans les cas de ce type, d'abandonner le protocole.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 117

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, voilà qu'il est discrètement et volontairement retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 135**

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, voilà qu'il est discrètement et volontairement retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 145

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 169

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 170

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer la première phrase de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La dignité de l'être humain est inaliénable et ne peut dépendre de facteurs qui lui sont extérieurs. Dire que la dignité d'un être humain dépend du jugement et de la volonté d'une autre personne sur lui, c'est ouvrir la porte à de graves dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 171

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 7 :

« II. – Le fait que l'embryon fasse ou non l'objet d'un projet parental ne conditionne pas le respect dû à sa dignité et à son intégrité physique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de rappeler que l'origine du problème éthique posé par le présent texte est bien la question de la nature de l'embryon, et non celle du « projet parental », qui nie l'être de l'embryon en ne considérant que son avenir, un concept dangereux car ouvrant la voie à toutes les dérives eugéniques que personne ne souhaite voir arriver dans notre pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 172

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les trois dernières phrases de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Personne n'est habilité à destiner un embryon humain à la recherche, y compris le couple dont il est issu. Le fait que le couple n'ait pas ou ait abandonné le projet parental ne lui donne pas le droit de décider de ce qu'il convient de faire en conséquence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 173

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« préalable »,

insérer les mots :

« des deux membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

La formulation actuelle de cette phrase semble ignorer que des avis divergents puissent apparaître dans un couple. Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 304 (Rect)

présenté par
M. Mariton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« L'autorisation de toute recherche effectuée dans les conditions de l'alinéa précédent n'est accordée qu'après vérification préalable par l'Agence de la biomédecine qu'une expérimentation sur l'animal a eu lieu. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la pratique, ce pré requis de l'expérimentation a toujours été respecté mais il n'a jamais été inscrit dans la loi. Pour des raisons éthiques et de clarté juridique, il semble nécessaire de l'y inscrire.

Et ce d'autant plus dans un régime d'autorisation dont l'encadrement inconsistant viserait une finalité médicale. En effet dans ce cadre peu protecteur, il est certain que l'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire moins bien considéré qu'un embryon animal qui, lui, est plus coûteux, et mieux protégé.

Or l'embryon est un membre de l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une conviction ni d'une opinion mais d'un constat scientifique incontesté. Le respect de tout être humain, particulièrement les plus fragiles, est constitutif du pacte républicain et au fondement de notre civilisation. Autoriser une recherche sur l'embryon sans aucune preuve qu'une expérimentation animale nous fait définitivement quitter le pacte républicain et abandonner nos valeurs fondatrices.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 72

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Gérard, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau,
M. Lett, M. Cinieri, M. Quentin, Mme Genevard et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes à l'éthique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la découverte des cellules IPS vient d'être saluée par le prix Nobel de médecine 2012,

Alors que la Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « *une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains.* »

Alors que la France a ratifié en décembre 2011 la convention dite d'OVIEDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997 qui engage à une « protection adéquate de l'embryon humain » en son article 18.

Alors enfin que la directive européenne n° 2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixe aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales »,

le texte qui nous est proposé aujourd'hui fait tout simplement l'impasse sur les méthodes alternatives et accorde à l'embryon humain moins de valeur que l'embryon animal !!

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 144

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes au respect de la dignité de l'être humain et à la protection de son intégrité physique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 263

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes à l'éthique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la découverte des cellules IPS vient d'être saluée par le prix Nobel de Médecine 2012,

Alors que la Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « *une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains.* »

Alors que la France a ratifié en décembre 2011 la convention dite d'OVIEDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997 qui engage à une « protection adéquate de l'embryon humain » en son article 18.

Alors enfin que la directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixe aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales »,

le texte qui nous est proposé aujourd'hui fait tout simplement l'impasse sur les méthodes alternatives et accorde à l'embryon humain moins de valeur que l'embryon animal !!

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 274

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs » ou « finalité médicale », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 217 (Rect)

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« préalable »

insérer les mots :

« des deux membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

La formulation actuelle de cette phrase semble ignorer que des avis divergents puissent apparaître dans un couple. Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 81

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Moreau, M. Cinieri, M. Lett,
M. Quentin, Mme Genevard, M. Decool et M. Dhuicq

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés »,

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant le caractère éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 82

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett, M. Dhuicq,
Mme Genevard, M. Quentin, M. Decool et M. Cinieri

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Aucune autorisation ne peut être donnée si l'un des deux membres du couple ne donne pas son consentement exprès. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre si, par exemple, il est absent ou indécis.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 83

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Moreau, M. Quentin, M. Lett et
M. Cinieri

ARTICLE UNIQUE

Au début de l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, supprimer les mots :

« À l'exception des situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article L. 2141-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article 2141-3 n'ont pas lieu de constituer des exceptions. Les couples concernés par ces situations doivent pouvoir bénéficier du même délai de réflexion que tout autre couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 84

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Dhuicq, M. Moreau,
Mme Genevard, M. Lett, M. Cinieri, M. Quentin et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Après l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Passé ce délai, le protocole de recherche est abandonné. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent texte ne précise pas ce qui se passe en cas de non confirmation de la décision dans le délai imparti. C'est un vide qu'il convient de combler. Or, rendre automatique l'abandon du protocole de recherche est la possibilité la plus prudente et la plus logique, donc la plus convenable.

Cela permet de protéger le couple d'éventuelles pressions compromettant sa liberté de choix.

En outre, il semble raisonnable de considérer qu'un couple qui n'a pas eu assez de trois mois pour prendre sa décision n'est tout simplement pas prêt à assumer la responsabilité d'un acte aussi éthiquement problématique que le don d'embryons à la recherche scientifique.

La prudence commande donc, dans les cas de ce type, d'abandonner le protocole.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 107

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après la première phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Le fait que l'embryon fasse ou non l'objet d'un projet parental ne conditionne pas le respect dû à sa dignité et à son intégrité physique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de rappeler que l'origine du problème éthique posé par le présent texte est bien la question de la nature de l'embryon, et non celle du « projet parental », qui nie l'être de l'embryon en ne considérant que son avenir, un concept dangereux car ouvrant la voie à toutes les dérives eugéniques que personne ne souhaite voir arriver dans notre pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 108

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« préalable »,

insérer les mots :

« des deux membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La formulation actuelle de cette phrase semble ignorer que des avis divergents puissent apparaître dans un couple. Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 109

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés » ,

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant la sensibilité éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 110 (Rect)

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Au début de l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, supprimer les mots :

« À l'exception des situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article L. 2141-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article 2141-3 n'ont pas lieu de constituer des exceptions. Les couples concernés par ces situations doivent pouvoir bénéficier du même délai de réflexion que tout autre couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 260

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Passé ce délai, le protocole de recherche est abandonné. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent texte ne précise pas ce qui se passe en cas de non confirmation de la décision dans le délai imparti. C'est un vide qu'il convient de combler. Or, rendre automatique l'abandon du protocole de recherche est la possibilité la plus prudente et la plus logique, donc la plus convenable.

Cela permet de protéger le couple d'éventuelles pressions compromettant sa liberté de choix.

En outre, il semble raisonnable de considérer qu'un couple qui n'a pas eu assez de trois mois pour prendre sa décision n'est tout simplement pas prêt à assumer la responsabilité d'un acte aussi éthiquement problématique que le don d'embryons à la recherche scientifique.

La prudence commande donc, dans les cas de ce type, d'abandonner le protocole.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 262

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Aucune autorisation ne peut être donnée si l'un des deux membres du couple ne donne pas son consentement exprès. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre si, par exemple, il est absent ou indécis.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 264

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés »

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant le caractère éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 275

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, voilà qu'il est discrètement et volontairement retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 293

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Dans le cas où les deux membres du couple ou le membre survivant consentent à ce que leurs embryons surnuméraires fassent l'objet de recherches, ils sont informés de la nature des recherches projetées afin de leur permettre de donner un consentement libre et éclairé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la médecine ne cesse de progresser dans la qualité de l'information donnée au patient, et que dans tous les domaines on s'assure que le consentement donné soit toujours « libre et éclairé », afin de respecter la liberté de chacun dans ce qu'elle a de plus précieux, il est regrettable qu'il soit retiré ici.

Il s'agit là d'une grave atteinte au droit de chacun des membres du couple, seuls décisionnaires du sort de leur embryon.

Or la connaissance de la nature de la recherche qui sera faite sur leur embryon est fondamentale pour que les parents sachent ce qu'il adviendra de celui-ci et quelle utilité cette recherche pourrait avoir. En effet, donner son embryon pour une recherche qui s'inscrit dans une perspective de soins (recherche thérapeutique) est une décision radicalement différente que celle de donner son embryon pour la recherche pharmaceutique.

Cette volonté de cacher cette information capitale est totalement contraire au principe de liberté, d'autant plus dans ce domaine aussi personnel que grave.

La décision de laisser ses embryons (à la recherche, à un autre couple, ou les détruire) est une décision très difficile à prendre pour les couples qui témoignent d'un attachement à leurs embryons, il convient donc de les accompagner au mieux en toute transparence, et sans manipulation aucune.

Pour cela il est nécessaire de replacer l'information de la nature de la recherche sur l'embryon au cœur de la décision du couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 247

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 118

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche *contra legem* décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 119

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent, »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de Biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 136**

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche *contra legem* décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 137

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent, »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 146

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 8 à 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 155

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Toute décision de l'Agence de la biomédecine doit être accompagnée de l'exposé de ses motivations. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transparence doit être un principe non négociable en matière de bioéthique. Toute décision doit être motivée, expliquée et compréhensible par tous. Qu'il s'agisse d'une autorisation ou d'un refus, il est donc très important, dans ce souci de transparence, que l'Agence de la Biomédecine explique ses décisions en matière de recherche sur l'embryon.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 156

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I. – Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Tout refus du protocole par l'Agence de la biomédecine est réputé acquis. ».

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant la sensibilité de la question de la recherche sur l'embryon et l'importance de la recherche du consensus en matière de bioéthique, demander un réexamen du dossier manifesterait une volonté de passer en force contre l'avis de l'Agence de la Biomédecine.

Un projet de cette nature qui rencontre dès la première étape de son processus d'autorisation des réticences sur le plan éthique, a peu de chances de respecter les principes éthiques *in fine*.

La prudence et le simple bon sens commandent donc d'abandonner le projet en cas de refus de l'ABM.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 168

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots :

« et conjointement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette obligation faite aux ministres en charge de la santé et de la recherche revient à réduire leur pouvoir de manière injustifiée : si les ministres souhaitent une révision du dossier et que l'Agence de biomédecine ne la souhaite pas, ce dossier ne sera pas révisé. On ne donne pas aux ministres une place suffisante dans le pouvoir de décision.

Dans un souci d'équité et de respect des avis de tous les acteurs du processus de décision, il convient de donner à chacun des ministres concernés le pouvoir de demander, à lui seul, un réexamen du dossier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 186

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 188

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'alinéa 11 :

« retire l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le but de cet amendement est de prévenir les risques de dérives éthiques. En application du principe de précaution, sur un sujet si sensible, tout doute doit entraîner l'interdiction du protocole de recherche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 112

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lever le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, en inscrivant un principe d'autorisation dans la loi française constitue un changement de paradigme inédit au terme duquel le principe fondateur de la protection de l'être humain deviendra une exception à la règle de sa non protection. Il s'agit là d'un bouleversement juridique et éthique sans fondement scientifique privé de débat citoyen.

La proposition de loi contrevient gravement au principe de protection de l'être humain garantie par notre ordre juridique. Si le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, a été préservé à deux reprises (loi bioéthique de 2004, puis de 2011) à la suite de débats publics d'envergure, c'est qu'il découle directement de l'article 16 du Code civil qui garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Ce principe d'ordre public est appuyé par le Conseil Constitutionnel qui rappelle que les embryons même *in vitro* doivent faire l'objet d'une protection adéquate (décision 94-343-344 DC du 27 juillet 1994). Enfin la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé que l'embryon humain devait bénéficier d'une protection au nom du principe de la dignité humaine (décision Warf c/ Thomson 25 novembre 2008). L'embryon humain bénéficie donc d'une protection du fait même de son appartenance à l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une opinion, ni d'une conviction, mais d'un constat scientifique incontesté. L'intégration d'un principe d'autorisation viendrait nier cette protection, et poserait de graves contradictions dans notre droit français, et européen.

En outre, autoriser la recherche sur l'embryon n'a jamais été aussi inutile au regard des progrès de la science.
D'une part, il faut constater qu'aujourd'hui, les cellules souches adultes et de sang de cordon sont

les seules à être utilisées en thérapie cellulaire. Pour certains types de pathologies les greffes de cellules souches non-embryonnaires soignent déjà des patients. D'autre part, les cellules souches reprogrammées (IPS) du Pr. Yamanaka (prix Nobel de médecine 2012), offrent des perspectives plus prometteuses en matière de thérapie cellulaire que les cellules embryonnaires. La rapidité du lancement du premier essai clinique sur la DMLA, et les investissements massifs qui se portent – à l'étranger – sur les iPS marquent l'importance du potentiel de cette recherche. Enfin, le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain ne limite pas les travaux sur l'embryogénèse qui se développent grâce à la recherche sur l'embryon animal. Les travaux de Mme Le Douarin, notamment, en sont un exemple éloquent. Il faut ajouter que cela fait plus de vingt ans que la Grande-Bretagne recherche sur l'embryon sans aucun résultat concluant. Emprunter la voie de la recherche embryonnaire, quand nos voisins américains et japonais ont compris que l'avenir de la recherche se trouve dans les cellules IPS, sera très préjudiciable à la France. Une telle autorisation contribuera à creuser notre retard dans la recherche sur les IPS.

On ne peut enfin pas raisonnablement soutenir l'idée que le régime actuel d'interdiction assorti de dérogations « gêne » les chercheurs qui veulent utiliser des embryons humains pour leur recherche aujourd'hui. En effet, les protocoles de recherche sur l'embryon sont déjà délivrés largement par l'Agence de Biomédecine : depuis 2004, l'ABM a délivré 173 autorisations relatives à la recherche sur l'embryon, pour seulement neuf refus. 71 concernent des protocoles de recherche, 24 la conservation de cellules souches embryonnaires et 46 l'importation de lignées de cellules souches embryonnaires. Malgré le principe d'interdiction, les dérogations actuelles sont largement interprétées, voir même non respectées (décision de la CAA Paris 10 mai 2010). Qu'en sera-t-il avec un principe d'autorisation ? Même avec un encadrement digne de ce nom tout protocole de recherche sera présumé recevable, ce qui contribuera à libéraliser considérablement la recherche sur l'embryon.

Enfin, le minimum démocratique aurait été de débattre d'un tel bouleversement juridique par le biais d'États généraux de la bioéthique, comme l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique le prévoit. Soutenir que la présente proposition de loi ne correspond pas à un « projet de réforme » qui nécessite la tenue d'États généraux, et la qualifier d'un simple « toilettage » destiné aux seuls scientifiques, est une affirmation grave et erronée. Passer d'un principe d'interdiction à un principe d'autorisation constitue non seulement un changement de l'esprit de la loi de 2011, mais aussi un bouleversement inédit de notre droit français qui concerne autant les citoyens que les experts.

En conséquence, rien ne justifie l'adoption d'un régime d'autorisation de la recherche sur l'embryon, encore moins s'il est privé d'un débat public. Celle-ci est inutilement immorale, et fondée sur des considérations idéologiques et économiques.

C'est la raison pour laquelle il est demandé par le présent amendement de supprimer l'intégralité de l'article unique de cette proposition de loi.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 125

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lever le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, en inscrivant un principe d'autorisation dans la loi française constitue un changement de paradigme inédit au terme duquel le principe fondateur de la protection de l'être humain deviendra une exception à la règle de sa non protection. Il s'agit là d'un bouleversement juridique et éthique sans fondement scientifique privé de débat citoyen.

La proposition de loi contrevient gravement au principe de protection de l'être humain garantie par notre ordre juridique. Si le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, a été préservé à deux reprises (loi bioéthique de 2004, puis de 2011) à la suite de débats publics d'envergure, c'est qu'il découle directement de l'article 16 du Code Civil qui garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Ce principe d'ordre public est appuyé par le Conseil Constitutionnel qui rappelle que les embryons même in vitro doivent faire l'objet d'une protection adéquate (décision 94-343-344 DC du 27 juillet 1994). Enfin la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé que l'embryon humain devait bénéficier d'une protection au nom du principe de la dignité humaine (décision Warf c/ Thomson 25 novembre 2008). L'embryon humain bénéficie donc d'une protection du fait même de son appartenance à l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une opinion, ni d'une conviction, mais d'un constat scientifique incontesté. L'intégration d'un principe d'autorisation viendrait nier cette protection, et poserait de graves contradictions dans notre droit français, et européen.

En outre, autoriser la recherche sur l'embryon n'a jamais été aussi inutile au regard des progrès de la science.

D'une part, il faut constater qu'aujourd'hui, les cellules souches adultes et de sang de cordon sont les seules à être utilisées en thérapie cellulaire. Pour certains types de pathologies les greffes de

cellules souches non-embryonnaires soignent déjà des patients. D'autre part, les cellules souches reprogrammées (IPS) du Pr Yamanaka (prix Nobel de médecine 2012), offrent des perspectives plus prometteuses en matière de thérapie cellulaire que les cellules embryonnaires. La rapidité du lancement du premier essai clinique sur la DMLA, et les investissements massifs qui se portent – à l'étranger – sur les iPS marquent l'importance du potentiel de cette recherche. Enfin, le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain ne limite pas les travaux sur l'embryogénèse qui se développent grâce à la recherche sur l'embryon animal. Les travaux de Mme Le Douarin, notamment, en sont un exemple éloquent. Il faut ajouter que cela fait plus de vingt ans que la Grande Bretagne recherche sur l'embryon sans aucun résultat concluant. Emprunter la voie de la recherche embryonnaire, quand nos voisins américains et japonais ont compris que l'avenir de la recherche se trouve dans les cellules IPS, sera très préjudiciable à la France. Une telle autorisation contribuera à creuser notre retard dans la recherche sur les IPS.

On ne peut enfin pas raisonnablement soutenir l'idée que le régime actuel d'interdiction assorti de dérogations « gêne » les chercheurs qui veulent utiliser des embryons humains pour leur recherche aujourd'hui. En effet, les protocoles de recherche sur l'embryon sont déjà délivrés largement par l'Agence de Biomédecine : depuis 2004, l'ABM a délivré 173 autorisations relatives à la recherche sur l'embryon, pour seulement neuf refus. 71 concernent des protocoles de recherche, 24 la conservation de cellules souches embryonnaires et 46 l'importation de lignées de cellules souches embryonnaires. Malgré le principe d'interdiction, les dérogations actuelles sont largement interprétées, voir même non respectées (décision de la CAA Paris 10 mai 2010). Qu'en sera-t-il avec un principe d'autorisation ? Même avec un encadrement digne de ce nom tout protocole de recherche sera présumé recevable, ce qui contribuera à libéraliser considérablement la recherche sur l'embryon.

Enfin, le minimum démocratique aurait été de débattre d'un tel bouleversement juridique par le biais d'États généraux de la bioéthique, comme l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique le prévoit. Soutenir que la présente proposition de loi ne correspond pas à un « projet de réforme » qui nécessite la tenue d'États généraux, et la qualifier d'un simple « toilettage » destiné aux seuls scientifiques, est une affirmation grave et erronée. Passer d'un principe d'interdiction à un principe d'autorisation constitue non seulement un changement de l'esprit de la loi de 2011, mais aussi un bouleversement inédit de notre droit français qui concerne autant les citoyens que les experts.

En conséquence, rien ne justifie l'adoption d'un régime d'autorisation de la recherche sur l'embryon, encore moins s'il est privé d'un débat public. Celle-ci est inutilement contraire à l'éthique, et fondée sur des considérations idéologiques et économiques.

C'est la raison pour laquelle il est demandé par le présent amendement de supprimer l'intégralité de l'article unique de cette proposition de loi.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 200

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lever le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, en inscrivant un principe d'autorisation dans la loi française constitue un changement de paradigme inédit au terme duquel le principe fondateur de la protection de l'être humain deviendra une exception à la règle de sa non protection. Il s'agit là d'un bouleversement juridique et éthique sans fondement scientifique privé de débat citoyen.

La proposition de loi contrevient gravement au principe de protection de l'être humain garantie par notre ordre juridique. Si le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, a été préservé à deux reprises (loi bioéthique de 2004, puis de 2011) à la suite de débats publics d'envergure, c'est qu'il découle directement de l'article 16 du Code Civil qui garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Ce principe d'ordre public est appuyé par le Conseil constitutionnel qui rappelle que les embryons même in vitro doivent faire l'objet d'une protection adéquate (décision 94-343-344 DC du 27 juillet 1994). Enfin la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé que l'embryon humain devait bénéficier d'une protection au nom du principe de la dignité humaine (décision Warf c/ Thomson 25 novembre 2008). L'embryon humain bénéficie donc d'une protection du fait même de son appartenance à l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une opinion, ni d'une conviction, mais d'un constat scientifique incontesté. L'intégration d'un principe d'autorisation viendrait nier cette protection, et poserait de graves contradictions dans notre droit français, et européen.

En outre, autoriser la recherche sur l'embryon n'a jamais été aussi inutile au regard des progrès de la science.
D'une part, il faut constater qu'aujourd'hui, les cellules souches adultes et de sang de cordon sont

les seules à être utilisées en thérapie cellulaire. Pour certains types de pathologies les greffes de cellules souches non-embryonnaires soignent déjà des patients. D'autre part, les cellules souches reprogrammées (IPS) du Pr Yamanaka (prix Nobel de médecine 2012), offrent des perspectives plus prometteuses en matière de thérapie cellulaire que les cellules embryonnaires. La rapidité du lancement du premier essai clinique sur la DMLA, et les investissements massifs qui se portent – à l'étranger – sur les iPS marquent l'importance du potentiel de cette recherche. Enfin, le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain ne limite pas les travaux sur l'embryogénèse qui se développent grâce à la recherche sur l'embryon animal. Les travaux de Mme Le Douarin, notamment, en sont un exemple éloquent. Il faut ajouter que cela fait plus de vingt ans que la Grande Bretagne recherche sur l'embryon sans aucun résultat concluant. Emprunter la voie de la recherche embryonnaire, quand nos voisins américains et japonais ont compris que l'avenir de la recherche se trouve dans les cellules IPS, sera très préjudiciable à la France. Une telle autorisation contribuera à creuser notre retard dans la recherche sur les IPS.

On ne peut enfin pas raisonnablement soutenir l'idée que le régime actuel d'interdiction assorti de dérogations « gêne » les chercheurs qui veulent utiliser des embryons humains pour leur recherche aujourd'hui. En effet, les protocoles de recherche sur l'embryon sont déjà délivrés largement par l'Agence de Biomédecine : depuis 2004, l'ABM a délivré 173 autorisations relatives à la recherche sur l'embryon, pour seulement neuf refus. 71 concernent des protocoles de recherche, 24 la conservation de cellules souches embryonnaires et 46 l'importation de lignées de cellules souches embryonnaires. Malgré le principe d'interdiction, les dérogations actuelles sont largement interprétées, voir même non respectées (décision de la CAA Paris 10 mai 2010). Qu'en sera-t-il avec un principe d'autorisation ? Même avec un encadrement digne de ce nom tout protocole de recherche sera présumé recevable, ce qui contribuera à libéraliser considérablement la recherche sur l'embryon.

Enfin, le minimum démocratique aurait été de débattre d'un tel bouleversement juridique par le biais d'États généraux de la bioéthique, comme l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique le prévoit. Soutenir que la présente proposition de loi ne correspond pas à un « projet de réforme » qui nécessite la tenue d'États généraux, et la qualifier d'un simple « toilettage » destiné aux seuls scientifiques, est une affirmation grave et erronée. Passer d'un principe d'interdiction à un principe d'autorisation constitue non seulement un changement de l'esprit de la loi de 2011, mais aussi un bouleversement inédit de notre droit français qui concerne autant les citoyens que les experts.

En conséquence, rien ne justifie l'adoption d'un régime d'autorisation de la recherche sur l'embryon, encore moins s'il est privé d'un débat public. Celle-ci est inutilement contraire à l'éthique, et fondée sur des considérations idéologiques et économiques.

C'est la raison pour laquelle il est demandé par le présent amendement de supprimer l'intégralité de l'article unique de cette proposition de loi.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 220

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lever le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, en inscrivant un principe d'autorisation dans la loi française constitue un changement de paradigme inédit au terme duquel le principe fondateur de la protection de l'être humain deviendra une exception à la règle de sa non protection. Il s'agit là d'un bouleversement juridique et éthique sans fondement scientifique privé de débat citoyen.

La proposition de loi contrevient gravement au principe de protection de l'être humain garantie par notre ordre juridique. Si le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, a été préservé à deux reprises (loi bioéthique de 2004, puis de 2011) à la suite de débats publics d'envergure, c'est qu'il découle directement de l'article 16 du Code Civil qui garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Ce principe d'ordre public est appuyé par le Conseil constitutionnel qui rappelle que les embryons même *in vitro* doivent faire l'objet d'une protection adéquate (décision 94-343-344 DC du 27 juillet 1994). Enfin la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé que l'embryon humain devait bénéficier d'une protection au nom du principe de la dignité humaine (décision Warf c/ Thomson 25 novembre 2008). L'embryon humain bénéficie donc d'une protection du fait même de son appartenance à l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une opinion, ni d'une conviction, mais d'un constat scientifique incontesté. L'intégration d'un principe d'autorisation viendrait nier cette protection, et poserait de graves contradictions dans notre droit français, et européen.

En outre, autoriser la recherche sur l'embryon n'a jamais été aussi inutile au regard des progrès de la science.

D'une part, il faut constater qu'aujourd'hui, les cellules souches adultes et de sang de cordon sont les seules à être utilisées en thérapie cellulaire. Pour certains types de pathologies les greffes de

cellules souches non-embryonnaires soignent déjà des patients. D'autre part, les cellules souches reprogrammées (IPS) du Pr Yamanaka (prix Nobel de médecine 2012), offrent des perspectives plus prometteuses en matière de thérapie cellulaire que les cellules embryonnaires. La rapidité du lancement du premier essai clinique sur la DMLA, et les investissements massifs qui se portent – à l'étranger – sur les iPS marquent l'importance du potentiel de cette recherche. Enfin, le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon humain ne limite pas les travaux sur l'embryogénèse qui se développent grâce à la recherche sur l'embryon animal. Les travaux de Mme Le Douarin, notamment, en sont un exemple éloquent. Il faut ajouter que cela fait plus de vingt ans que la Grande Bretagne recherche sur l'embryon sans aucun résultat concluant. Emprunter la voie de la recherche embryonnaire, quand nos voisins américains et japonais ont compris que l'avenir de la recherche se trouve dans les cellules IPS, sera très préjudiciable à la France. Une telle autorisation contribuera à creuser notre retard dans la recherche sur les IPS.

On ne peut enfin pas raisonnablement soutenir l'idée que le régime actuel d'interdiction assorti de dérogations « gêne » les chercheurs qui veulent utiliser des embryons humains pour leur recherche aujourd'hui. En effet, les protocoles de recherche sur l'embryon sont déjà délivrés largement par l'Agence de Biomédecine : depuis 2004, l'ABM a délivré 173 autorisations relatives à la recherche sur l'embryon, pour seulement neuf refus. 71 concernent des protocoles de recherche, 24 la conservation de cellules souches embryonnaires et 46 l'importation de lignées de cellules souches embryonnaires. Malgré le principe d'interdiction, les dérogations actuelles sont largement interprétées, voir même non respectées (décision de la CAA Paris 10 mai 2010). Qu'en sera-t-il avec un principe d'autorisation ? Même avec un encadrement digne de ce nom tout protocole de recherche sera présumé recevable, ce qui contribuera à libéraliser considérablement la recherche sur l'embryon.

Enfin, le minimum démocratique aurait été de débattre d'un tel bouleversement juridique par le biais d'États généraux de la bioéthique, comme l'article L. 1412-1-1 du code de la santé publique le prévoit. Soutenir que la présente proposition de loi ne correspond pas à un « projet de réforme » qui nécessite la tenue d'États généraux, et la qualifier d'un simple « toilettage » destiné aux seuls scientifiques, est une affirmation grave et erronée. Passer d'un principe d'interdiction à un principe d'autorisation constitue non seulement un changement de l'esprit de la loi de 2011, mais aussi un bouleversement inédit de notre droit français qui concerne autant les citoyens que les experts.

En conséquence, rien ne justifie l'adoption d'un régime d'autorisation de la recherche sur l'embryon, encore moins s'il est privé d'un débat public. Celle-ci est inutilement contraire à l'éthique, et fondée sur des considérations idéologiques et économiques.

C'est la raison pour laquelle il est demandé par le présent amendement de supprimer l'intégralité de l'article unique de cette proposition de loi.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 269

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lever le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, en inscrivant un principe d'autorisation dans la loi française remet en cause le principe fondateur de la protection de l'être humain. Il s'agit là d'un bouleversement juridique et éthique sans fondement scientifique et totalement privé de débat citoyen.

La proposition de loi contrevient gravement au principe de protection de l'être humain garantie par notre ordre juridique. Si le principe d'interdiction de la recherche sur l'embryon, a été préservé à deux reprises (loi bioéthique de 2004, puis de 2011) à la suite de débats publics d'envergure, c'est qu'il découle directement de l'article 16 du Code Civil qui garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Ce principe d'ordre public est appuyé par le Conseil Constitutionnel qui rappelle que les embryons même in vitro doivent faire l'objet d'une protection adéquate (décision 94-343-344 DC du 27 juillet 1994). Enfin la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a confirmé que l'embryon humain devait bénéficier d'une protection au nom du principe de la dignité humaine (décision Warf c/ Thomson 25 novembre 2008).

L'embryon humain bénéficie donc d'une protection du fait même de son appartenance à l'espèce humaine. Il ne s'agit là ni d'une opinion, ni d'une conviction, mais d'un constat scientifique incontesté. L'intégration d'un principe d'autorisation viendrait nier cette protection, et poserait de graves contradictions dans notre droit français, et européen.

Enfin, il serait utile de débattre d'un tel bouleversement juridique par le biais d'États généraux de la bioéthique, comme le code de la santé publique le prévoit. On ne peut pas considérer que cette proposition de loi ne correspond pas à un « projet de réforme » qui nécessite la tenue d'États

généraux, et la qualifier d'un simple « toilettage » destiné aux seuls scientifiques, est une affirmation erronée. Passer d'un principe d'interdiction à un principe d'autorisation constitue non seulement un changement de l'esprit de la loi de 2011, mais aussi un bouleversement inédit de notre droit français qui concerne autant les citoyens que les experts.

C'est la raison pour laquelle il est demandé par le présent amendement de supprimer l'intégralité de l'article unique de cette proposition de loi.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 292

présenté par
M. Gérard

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La nouvelle rédaction de l'article L. 2151-5 du code de la santé publique adoptée par le Sénat opère un bouleversement majeur des conditions de la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires. En effet, d'un régime d'interdiction assorti de dérogations, il est proposé par cet article unique de mettre en place un régime d'autorisation encadrée venant ainsi mettre à mal le respect de l'embryon humain qui se trouve au cœur du droit bioéthique français.

En outre, il convient d'opérer une remarque de méthode : le régime de la recherche de l'embryon prévu à l'actuel article L.2151-5 du code de la santé public est issu d'un processus de révision conforme aux lois bioéthiques incluant notamment une mission parlementaire ad hoc et des états généraux. De plus, la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 prévoit que tout projet de réforme sur les questions de bioéthique doit faire l'objet d'un débat public sous forme d'états généraux (article L.1412-1-1 du Code de la santé publique).

Or, cette proposition de loi opère un changement total de paradigme et ce sans débat !

En effet, cette proposition de loi a pour objet de faire passer la recherche sur l'embryon d'un régime d'interdiction de principe assorti d'exceptions conditionnées à un régime d'autorisation conditionné. Cela signifie, ni plus ni moins, que pour la première fois en droit français, le principe du respect de l'être humain va devenir une exception...

Pourtant, les textes et les actualités tant scientifiques que juridiques montrent l'inanité de cette démarche.

Ainsi :

- Article 16 du Code civil : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

- Article 18 de la Convention d'OVIÉDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997, ratifiée en décembre 2011 par la France :

« Article 18 – Recherche sur les embryons in vitro

1. Lorsque la recherche sur les embryons in vitro est admise par la loi, celle-ci assure une protection adéquate de l'embryon.

2. La constitution d'embryons humains aux fins de recherche est interdite. »

- Directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixant aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et fœtales ».

- Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

- Découverte des cellules souches adultes reprogrammées en cellules pluripotentes, dites cellules induites (iPS), objet du prix nobel de médecine 2012. A noter que ces cellules sont pertinentes pour le criblage des molécules comme pour la modélisation des pathologies sans poser le moindre problème éthique.

- Indépendamment de cette découverte, les solutions alternatives pour la recherche existent comme avec les cellules souches du cordon ombilical qui ne posent aucun problème éthique au niveau de la collecte non autologue.

En définitive, ce texte :

- réifie l'embryon humain et lui donne un statut même inférieur à celui de l'embryon animal désormais protégé par la directive européenne précitée,

- pose de graves problèmes éthiques,

- n'est justifié par aucun impératif de recherche fondamentale, pharmaceutique ou clinique,

- contrevient à la procédure établie par la loi de 2011 concernant les textes touchant à la bioéthique.

Il convient donc de supprimer son article unique ; tel est l'objet du présent amendement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 201

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « progrès médicaux majeurs » et « impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplis :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis 20 ans dans le monde et que seul 1 essai clinique est en cours.

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 223

présenté par
M. Bénisti

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 2151-5 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2151-5.* – Toute recherche sur l'embryon humain, les cellules souches embryonnaires et les lignées de cellules souches est interdite. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi du 6 août 2004 a conduit à une situation paradoxale d'interdiction de recherche sur l'embryon pour des raisons d'éthique et d'autorisation à titre dérogatoire pour des raisons scientifiques. On ne peut raisonnablement, et de manière définitive, poser une interdiction et édicter dans le même temps une dérogation revenant à vider en pratique de son sens cette interdiction. Il est donc urgent de clarifier cette situation.

La loi du 7 juillet 2011 a accentué cette situation, en atténuant les conditions de dérogations, si bien que le principe d'interdiction s'en est trouvé très fragilisé.

Par ailleurs, les deux conditions de dérogation, à savoir « progrès médicaux majeurs » et « impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains », prévues par l'alinéa II de l'article L. 2151-5 ne sont pas remplis :

- le monde scientifique reconnaît que la recherche sur l'embryon n'a pas franchi le stade de la recherche clinique, alors que des travaux pour cette recherche sont réalisés depuis 20 ans dans le monde et que seul 1 essai clinique est en cours.

- il existe des méthodes alternatives tant pour les perspectives d'applications thérapeutiques avec les cellules souches adultes et issues du cordon ombilical, et bientôt avec les cellules souches pluripotentes induites (lancement du premier essai clinique) que pour la recherche pharmaceutique, avec les cellules souches pluripotentes induites (iPS). Ces dernières cellules rendent inutile la recherche sur les cellules souche embryonnaires humaine puisqu'elles ont les mêmes capacités, et ouvrent en plus au grand progrès de la médecine personnalisée.

Dans ces conditions, par souci de cohérence, et d'efficacité scientifique, la recherche embryonnaire n'ayant pas apporté la preuve de son utilité, on peut revenir à un régime d'interdiction absolue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 187**

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy, M. Fillon et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est non seulement de supprimer le présent texte, mais également de revenir sur le texte précédent en supprimant toute possibilité de mener des recherches sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires.

Cette question de la recherche sur l'embryon humain pose et posera toujours un grave problème éthique : elle remet en cause l'article 16 du Code civil qui dispose que « la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

Elle est également inutile : après 20 ans de recherche dans le monde, la recherche sur l'embryon humain n'a jamais concrétisé les promesses d'applications thérapeutiques « spectaculaires » annoncées. En revanche, les recherches sur les cellules iPS offrent des perspectives prometteuses, et on déjà valu au Pr Yamanaka le prix Nobel de médecine 2012. En effet, le Pr Shinya Yamanaka, prix Nobel de médecine 2012, a découvert et prouvé la supériorité en matière de connaissance scientifique et de possibilités thérapeutiques des cellules iPS (cellules souches pluripotentes induites), c'est-à-dire des cellules souches non embryonnaires. Ces cellules souches non

embryonnaires permettent donc de mener des recherches scientifiques plus efficaces que celles menées sur l'embryon ou les cellules souches embryonnaires, tout en s'affranchissant du problème éthique que pose notamment le présent texte. Il serait donc plus simple et bénéfique pour tous, dans le souci de ne pas heurter les consciences et de préserver la paix sociale, de revenir sur ce texte et de favoriser la recherche sur les cellules iPS qui réconciliera tout le monde.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 245

présenté par
M. Bompard et Mme Maréchal-Le Pen

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« entreprise »,

supprimer la fin de l'alinéa 2.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 3 à 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objectif, non seulement de supprimer le présent texte, mais aussi de revenir sur le texte antérieur. Il s'agit d'interdire toute possibilité de recherches sur les embryons humains et les cellules souches embryonnaires.

Cette recherche est inutile scientifiquement, notamment depuis les découvertes du Pr Yamanaka, prix Nobel de médecine qui ont prouvé que les recherches sur les cellules souches non embryonnaires étaient plus efficaces.

Par ailleurs, ces recherches violent l'article 16 du code civil aux termes duquel « la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. »

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 283

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi le début de la première phase de l'alinéa 2 :

« Pour une période limitée à cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° du tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires, aucune... (*le reste sans changement*). ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Avec les cellules souches adultes et celles de sang de cordon, des progrès scientifiques et médicaux sur le plan thérapeutique ont été enregistrés (lancement de conduites d'essais cliniques ainsi que mise au point de traitements). À l'inverse, aucun protocole de soin impliquant le recours à des cellules souches embryonnaires en France et dans le monde n'a encore franchi le stade de la recherche clinique en vingt ans de recherches.

Un régime d'autorisation encadrée doit donc être limité dans le temps afin de faire un bilan dans cinq ans sur son intérêt.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 288

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi le début de la première phrase de l'alinéa 2 :

« Sous réserve de l'organisation des états généraux prévus par l'article L. 1412-1-1 du présent code, aucune ... (*le reste sans changement*) ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'élargissement de l'utilisation des embryons humains et des cellules souches embryonnaires doit être soumis à un débat public.

1. Le comité consultatif national d'éthique a donné un avis sur les conditions d'utilisation des embryons humains et des cellules souches embryonnaires en matière de recherche.
2. Les commissions parlementaires permanentes compétentes ont donné un avis sur les conditions d'utilisation des embryons humains et des cellules souches embryonnaires en matière de recherche.
3. L'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques a donné un avis sur les conditions d'utilisation des embryons humains et des cellules souches embryonnaires en matière de recherche

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 297

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I. – À la première phrase de l'alinéa 2, substituer aux mots :

« sur l' »

les mots :

« avec un ».

II. – En conséquence, à la seconde phrase du même alinéa, substituer aux deux occurrences du mot :

« sur »

le mot :

« avec ».

III. – En conséquence, à l'alinéa 6, substituer aux mots :

« sur l'embryon et les »

les mots :

« avec un embryon et des ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La notion de recherches sur l'embryon ou sur les cellules souches embryonnaires pourrait laisser croire que l'objet de ces recherches est l'étude de l'embryon, or l'embryon ne constitue pas la finalité de ces recherches mais un simple moyen pour réaliser ces recherches.

C'est pourquoi il faut parler de recherches avec un embryon ou avec des cellules souches embryonnaires.

ASSEMBLÉE NATIONALE

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 291

ARTICLE UNIQUE

Amendement irrecevable au titre de l'article 40 de la constitution.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 14

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche, qui donnent leur accord. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 104

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence et d'intelligibilité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 190

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 191

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Compléter l'alinéa 3 par les mots :

« et dûment prouvée par un exposé de ses motivations et de ses objectifs médicaux, transmis à l'Agence de la biomédecine ainsi qu'aux ministres chargés de la santé et de la recherche, qui donnent leur accord. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le bien-fondé scientifique et médical de la recherche doit être prouvé et intelligible par tous les acteurs du processus d'autorisation du protocole de recherche, dans un souci de transparence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 62

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Marty, M. Martin-Lalande, Mme Dion,
M. Cinieri, M. Decool, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Huet, Mme Genevard, M. Moreau, M. Lett et
M. Quentin

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« est susceptible de permettre des progrès thérapeutiques majeurs ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche « fondamentale ou appliquée » sur l'embryon dans une « finalité médicale », comme le voudrait la présente proposition de loi ne constitue pas une condition d'encadrement sérieuse.

D'une part il sera possible d'utiliser des embryons humains pour des recherches sans perspectives thérapeutiques et uniquement à des fins de connaissance. Et notamment la possibilité de mener des recherches améliorant les techniques d'Assistance médicale à la procréation.

D'autre part dans le domaine de la santé, toute recherche a une finalité médicale. Celle-ci peut être très lointaine et vague. De ce fait, avec ce nouveau texte, toute recherche sur des embryons sera justifiée, quelle que soit sa finalité, qu'elle implique ou non un progrès thérapeutique (soigner), qu'elle soit concrète ou qu'elle vise simplement à améliorer la connaissance. Le terme « finalité médicale » comprend par notamment la recherche de l'industrie pharmaceutique (criblage de molécule et modélisation de pathologie) qui répond à des enjeux économiques et financiers considérables. Et ce, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi

pertinentes, et plus accessibles.
L'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire, moins bien considéré qu'un embryon animal plus coûteux, et mieux protégé.
La condition de « progrès thérapeutiques majeurs », qui s'ancre dans le soin des patients, est la condition la plus adaptée pour empêcher de telles dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 63

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Cinieri, M. Decool, Mme Fort,
Mme Genevard, M. Dhucq, M. Lett, M. Moreau et M. Quentin

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 64

présenté par

M. Gosselin, M. Lett, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Cinieri, M. Decool, M. Dhuicq,
Mme Fort, M. Moreau, M. Quentin et Mme Genevard

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 114

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« est susceptible de permettre des progrès thérapeutiques majeurs ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche « *fondamentale ou appliquée* » sur l'embryon dans une « *finalité médicale* », comme le voudrait la présente proposition de loi ne constitue pas une condition d'encadrement sérieuse.

D'une part il sera possible d'utiliser des embryons humains pour des recherches sans perspectives thérapeutiques et uniquement à des fins de connaissance. Et notamment la possibilité de mener des recherches améliorant les techniques d'Assistance médicale à la procréation.

D'autre part dans le domaine de la santé, toute recherche a une finalité médicale. Celle-ci peut être très lointaine et vague. De ce fait, avec ce nouveau texte, toute recherche sur des embryons sera justifiée, quelle que soit sa finalité, qu'elle implique ou non un progrès thérapeutique (soigner), qu'elle soit concrète ou qu'elle vise simplement à améliorer la connaissance. Le terme « *finalité médicale* » comprend par notamment la recherche de l'industrie pharmaceutique (criblage de molécule et modélisation de pathologie) qui répond à des enjeux économiques et financiers considérables. Et ce, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles.

L'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire, moins bien considéré qu'un embryon

animal plus couteux, et mieux protégé.

La condition de « progrès thérapeutiques majeurs », qui s'ancre dans le soin des patients, est la condition la plus adaptée pour empêcher de telles dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 129

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« est susceptible de permettre des progrès thérapeutiques majeurs ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche « fondamentale ou appliquée » sur l'embryon dans une « finalité médicale », comme le voudrait la présente proposition de loi ne constitue pas une condition d'encadrement sérieuse.

D'une part il sera possible d'utiliser des embryons humains pour des recherches sans perspectives thérapeutiques et uniquement à des fins de connaissance. Et notamment la possibilité de mener des recherches améliorant les techniques d'assistance médicale à la procréation.

D'autre part dans le domaine de la santé, toute recherche a une finalité médicale. Celle-ci peut être très lointaine et vague. De ce fait, avec ce nouveau texte, toute recherche sur des embryons sera justifiée, quelle que soit sa finalité, qu'elle implique ou non un progrès thérapeutique (soigner), qu'elle soit concrète ou qu'elle vise simplement à améliorer la connaissance. Le terme « finalité médicale » comprend par notamment la recherche de l'industrie pharmaceutique (criblage de molécule et modélisation de pathologie) qui répond à des enjeux économiques et financiers considérables. Et ce, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles.

L'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire, moins bien considéré qu'un embryon animal plus coûteux, et mieux protégé.

La condition de « progrès thérapeutiques majeurs », qui s'ancre dans le soin des patients, est la condition la plus adaptée pour empêcher de telles dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 130

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 131

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 138

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 160

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 161

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu, présentant un caractère d'urgence et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La sensibilité et la complexité de toute question relative à la bioéthique impose de la traiter avec la plus grande prudence. Or, la prudence fait gravement défaut dans cet alinéa qui élargit à l'extrême les conditions de possibilité de recherches sur l'embryon humain.

En application du principe de précaution, il convient d'encadrer strictement l'autorisation et la réalisation de telles recherches, afin de prévenir toute dérive éthique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 162

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« répond à un impératif thérapeutique absolu et pour lequel aucune solution alternative n'est connue. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 192

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« recherche »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« est susceptible de permettre des progrès thérapeutiques majeurs ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Inscrire la recherche « fondamentale ou appliquée » sur l'embryon dans une « finalité médicale », comme le voudrait la présente proposition de loi ne constitue pas une condition d'encadrement sérieuse.

D'une part il sera possible d'utiliser des embryons humains pour des recherches sans perspectives thérapeutiques et uniquement à des fins de connaissance. Et notamment la possibilité de mener des recherches améliorant les techniques d'assistance médicale à la procréation.

D'autre part dans le domaine de la santé, toute recherche a une finalité médicale. Celle-ci peut être très lointaine et vague. De ce fait, avec ce nouveau texte, toute recherche sur des embryons sera justifiée, quelle que soit sa finalité, qu'elle implique ou non un progrès thérapeutique (soigner), qu'elle soit concrète ou qu'elle vise simplement à améliorer la connaissance. Le terme « finalité médicale » comprend par notamment la recherche de l'industrie pharmaceutique (criblage de molécule et modélisation de pathologie) qui répond à des enjeux économiques et financiers considérables. Et ce, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles.

L'embryon humain deviendra un matériau de laboratoire, moins bien considéré qu'un embryon animal plus coûteux, et mieux protégé.

La condition de « progrès thérapeutiques majeurs », qui s'ancre dans le soin des patients, est la condition la plus adaptée pour empêcher de telles dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 68

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett,
M. Cinieri, M. Quentin, Mme Genevard, M. Decool et M. Gérard

ARTICLE UNIQUE

À l'alinéa 5, substituer aux mots :

« cette recherche ne peut être menée sans recourir à ces embryons ou ces »

les mots :

« il est impossible de mener cette recherche sans recourir à des embryons humains ou des ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

« ne peut être mené » est trop imprécis.

La notion d'impossibilité renvoie automatiquement aux recherches alternatives ce qui doit être l'esprit du texte... en tout cas nous l'espérons !

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 65

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett,
M. Cinieri, M. Quentin et Mme Genevard

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 5.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 66

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Marty, M. Martin-Lalande, Mme Dion,
M. Dhuicq, Mme Fort, M. Moreau, M. Lett, M. Cinieri, M. Quentin, Mme Genevard, M. Huet et
M. Decool

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « il est expressément établi » modifie la charge de la preuve. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au seul niveau de la procédure, avec la disparition de la notion de « résultat escompté », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « l'état des connaissances scientifiques » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « protection adéquate » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 132**

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après le mot

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « il est expressément établi » modifie la charge de la preuve. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au seul niveau de la procédure, avec la disparition de la notion de « résultat escompté », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « l'état des connaissances scientifiques » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « protection adéquate » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 163

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 5.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 164

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 5 :

« 3° Il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La formulation de cet alinéa est trop floue dans son état actuel. Elle n'encadre pas aussi strictement que nécessaire la recherche sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires. Son imprécision facilite, et semble même encourager, les démonstrations trop légères d'impossibilité de passer par des voies alternatives de recherche.

Cet amendement propose de conserver la formulation telle qu'elle figure dans la loi n° 2011-814 actuellement en vigueur, qui garantit un encadrement plus rigoureux.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 193

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « *il est expressément établi* » **modifie la charge de la preuve**. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au **seul niveau de la procédure**, avec la disparition de la notion de « *résultat escompté* », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « *l'état des connaissances scientifiques* » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « *protection adéquate* » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 205

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 5.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 207

présenté par

M. Poisson, M. Aubert, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand,
M. Myard, M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et
M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 5 :

« 3° Il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La formulation de cet alinéa est trop floue dans son état actuel. Elle n'encadre pas aussi strictement que nécessaire la recherche sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires. Son imprécision facilite, et semble même encourager, les démonstrations trop légères d'impossibilité de passer par des voies alternatives de recherche.

Cet amendement propose de conserver la formulation telle qu'elle figure dans la loi n° 2011-814 actuellement en vigueur, qui garantit un encadrement plus rigoureux.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 302**

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

I. – Compléter l’alinéa 5 par les mots :

« et aux lignées de cellules souches ».

II. – En conséquence, compléter l’alinéa 6 par les mots :

« et les lignées de cellules souches ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les lignées de cellules souches embryonnaires provenant d’un embryon qui a été détruit, il est logique de les inclure expressément dans le champ d’application de l’interdiction de la recherche sur embryon sous peine de les exclure de la protection.

Le parti pris d’ignorer l’origine des lignées de cellules pourrait aussi conduire à accepter de greffer des organes obtenus dans des conditions illégitimes sous prétexte que, une fois ces organes disponibles, peu importerait le moyen qui a permis de les obtenir.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 303

présenté par
M. Mariton

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« scientifiques, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 5 :

« il est expressément établi qu'il est impossible de parvenir au résultat escompté par le biais d'une recherche ne recourant pas à des embryons humains, des cellules souches embryonnaires ou des lignées de cellules souches ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La suppression de la mention « il est expressément établi » modifie la charge de la preuve. Les scientifiques n'auront plus à justifier le bien-fondé de leurs travaux détruisant des embryons humains. Il faut noter l'intention de demeurer au seul niveau de la procédure, avec la disparition de la notion de « résultat escompté », pourtant essentielle pour justifier d'un encadrement stricte de la recherche sur l'embryon.

En outre, la mention de « l'état des connaissances scientifiques » est très importante dans le contexte actuel qui démontre que les cellules IPS peuvent dans tout type de recherche remplacer les cellules souches embryonnaires humaines.

La rédaction de cet amendement tend à offrir un encadrement strict, une « protection adéquate » visée par les textes de l'embryon humain.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 208

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 142

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 165

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 6**

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes à l'éthique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la découverte des cellules IPS vient d'être saluée par le prix Nobel de médecine 2012,

Alors que la Cour de justice de l'Union européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

Alors que la France a ratifié en décembre 2011 la convention dite d'OVIEDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997 qui engage à une « protection adéquate de l'embryon humain » en son article 18.

Alors enfin que la directive européenne n° 2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixe aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et foetales », le texte qui nous est proposé aujourd'hui fait tout simplement l'impasse sur les méthodes alternatives et accorde à l'embryon humain moins de valeur que l'embryon animal !

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 47**

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les recherches alternatives à celles sur l'embryon humain et conformes à l'éthique doivent être favorisées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que la découverte des cellules IPS vient d'être saluée par le prix Nobel de Médecine 2012,

Alors que la Cour de Justice de l'Union Européenne, dans un arrêt Greenpeace du 18 octobre 2011 juge qu' : « une invention ne peut pas être brevetable lorsque la mise en œuvre du procédé requiert, au préalable, soit la destruction d'embryons humains, soit leur utilisation comme matériau de départ, même si, lors de la demande de brevet, la description de ce procédé, comme en l'espèce, ne fait pas de référence explicite à l'utilisation d'embryons humains. »

Alors que la France a ratifié en décembre 2011 la convention dite d'OVIEDO sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997 qui engage à une « protection adéquate de l'embryon humain » en son article 18.

Alors enfin que la directive européenne n°2010/63/UE du 22 septembre 2010 fixe aux États l'objectif du remplacement total, par des méthodes alternatives, de la recherche sur l'animal, y compris sur les formes « embryonnaires et foetales », le texte qui nous est proposé aujourd'hui fait tout simplement l'impasse sur les méthodes alternatives et accorde à l'embryon humain moins de valeur que l'embryon animal ! !

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 71

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Marty, Mme Dion, M. Dhuicq,
M. Philippe Martin, M. Martin-Lalande, M. Huet, Mme Fort, M. Cinieri, M. Moreau,
Mme Genevard, M. Decool et M. Quentin

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs » ou « finalité médicale », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 106

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« 5° La recherche envisagée ne présente aucun risque pour l'intégrité physique de l'embryon. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La protection de l'intégrité physique de l'embryon devant être la préoccupation principale du législateur dans le présent texte, il semble logique, voire nécessaire de faire de cette protection une condition *sine qua non* d'autorisation de recherche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 123

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs » ou « finalité médicale », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 134

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs » ou « finalité médicale », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 285

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Les dérogations à la recherche sur l'embryon mentionnées à l'alinéa précédent ne peuvent être accordées pour l'exécution de travaux de recherche portant sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain, il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ». Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 290

présenté par
M. Fromantin et M. Rochebloine

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« Aucune recherche sur l'embryon ne peut être autorisée pour l'exécution de travaux de recherche portant sur l'amélioration des techniques d'assistance médicale à la procréation, sur la modélisation des pathologies et sur le criblage des molécules. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En admettant que l'on puisse autoriser les recherches sur l'embryon humain lorsqu'elles sont « susceptibles de permettre des progrès médicaux majeurs » ou « finalité médicale », il faut alors définir ce qu'on entend par le terme « médical ».

Il ne saurait être question d'autoriser la recherche sur embryon pour la recherche pharmaceutique et d'utiliser des cellules embryonnaires dans ce but, alors même que les cellules souches reprogrammées (iPS) sont aussi pertinentes, et plus accessibles que les cellules souches embryonnaires pour le criblage des molécules et la modélisation des pathologies. Quant aux techniques d'AMP, leur amélioration peut résulter de la recherche sur les cellules souches animales sans que l'on ait besoin de recourir aux cellules souches embryonnaires.

Il faut donc exclure totalement ces recherches.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 23

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 24

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer la première phrase de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La dignité de l'être humain est inaliénable et ne peut dépendre de facteurs qui lui sont extérieurs. Dire que la dignité d'un être humain dépend du jugement et de la volonté d'une autre personne sur lui, c'est ouvrir la porte à de graves dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 25

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 7 :

« II. – Le fait que l'embryon fasse ou non l'objet d'un projet parental ne conditionne pas le respect dû à sa dignité et à son intégrité physique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de rappeler que l'origine du problème éthique posé par le présent texte est bien la question de la nature de l'embryon, et non celle du « projet parental », qui nie l'être de l'embryon en ne considérant que son avenir, un concept dangereux car ouvrant la voie à toutes les dérives eugéniques que personne ne souhaite voir arriver dans notre pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 26

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les trois dernières phrases de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Personne n'est habilité à destiner un embryon humain à la recherche, y compris le couple dont il est issu. Le fait que le couple n'ait pas ou ait abandonné le projet parental ne lui donne pas le droit de décider de ce qu'il convient de faire en conséquence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 27

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« préalable »

insérer les mots :

« des deux membres ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La formulation actuelle de cette phrase semble ignorer que des avis divergents puissent apparaître dans un couple. Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 28

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés »

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant le caractère éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 29

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Aucune autorisation ne peut être donnée si l'un des deux membres du couple ne donne pas son consentement exprès. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre si, par exemple, il est absent ou indécis.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 30

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Au début de l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, supprimer les mots :

« À l'exception des situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article L. 2141-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article 2141-3 n'ont pas lieu de constituer des exceptions. Les couples concernés par ces situations doivent pouvoir bénéficier du même délai de réflexion que tout autre couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 212

présenté par

M. Poisson, M. Aubert, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand,
M. Myard, M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et
M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer la première phrase de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La dignité de l'être humain est inaliénable et ne peut dépendre de facteurs qui lui sont extérieurs. Dire que la dignité d'un être humain dépend du jugement et de la volonté d'une autre personne sur lui, c'est ouvrir la porte à de graves dérives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 214

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi la première phrase de l'alinéa 7 :

« II. – Le fait que l'embryon fasse ou non l'objet d'un projet parental ne conditionne pas le respect dû à sa dignité et à son intégrité physique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de rappeler que l'origine du problème éthique posé par le présent texte est bien la question de la nature de l'embryon, et non celle du « projet parental », qui nie l'être de l'embryon en ne considérant que son avenir, un concept dangereux car ouvrant la voie à toutes les dérives eugéniques que personne ne souhaite voir arriver dans notre pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 215

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Decool, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard,
M. Sermier, M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-
Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les trois dernières phrases de l'alinéa 7.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Personne n'est habilité à destiner un embryon humain à la recherche, y compris le couple dont il est issu. Le fait que le couple n'ait pas ou ait abandonné le projet parental ne lui donne pas le droit de décider de ce qu'il convient de faire en conséquence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 216

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Passé ce délai, le protocole de recherche est abandonné. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent texte ne précise pas ce qui se passe en cas de non confirmation de la décision dans le délai imparti. C'est un vide qu'il convient de combler. Or, rendre automatique l'abandon du protocole de recherche est la possibilité la plus prudente et la plus logique, donc la plus convenable.

Cela permet de protéger le couple d'éventuelles pressions compromettant sa liberté de choix.

En outre, il semble raisonnable de considérer qu'un couple qui n'a pas eu assez de trois mois pour prendre sa décision n'est tout simplement pas prêt à assumer la responsabilité d'un acte aussi éthiquement problématique que le don d'embryons à la recherche scientifique.

La prudence commande donc, dans les cas de ce type, d'abandonner le protocole.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 218

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Au début de l'avant-dernière phrase de l'alinéa 7, supprimer les mots :

« À l'exception des situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article L. 2141-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les situations mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 2131-4 et au troisième alinéa de l'article 2141-3 n'ont pas lieu de constituer des exceptions. Les couples concernés par ces situations doivent pouvoir bénéficier du même délai de réflexion que tout autre couple.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 219

présenté par

M. Poisson, M. Blanc, M. Censi, M. Guilloteau, M. Moyne-Bressand, M. Myard, M. Sermier,
M. Tardy, M. Terrot, Mme Lacroute, Mme de La Raudière, Mme Levy et M. Jean-Pierre Vigier

ARTICLE UNIQUE

À la deuxième phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« informés »

insérer les mots :

« de la nature des recherches, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impératif que le législateur et la communauté scientifique fassent preuve de la plus totale transparence vis-à-vis des couples donateurs d'embryons surnuméraires.

Considérant le caractère éthique du sujet, il faut que le couple dont les embryons sont issus puisse faire le choix de donner des embryons à la recherche librement et en conscience, éclairé par toutes les informations relatives aux conséquences de sa décision.

L'informer de la nature des recherches envisagées sur les embryons qu'ils fournissent est bien le minimum que l'on puisse faire pour permettre ce choix éclairé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 221

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Après la deuxième phrase de l'alinéa 7, insérer la phrase suivante :

« Aucune autorisation ne peut être donnée si l'un des deux membres du couple ne donne pas son consentement exprès. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de protéger la liberté de choix des individus au sein du couple, et d'éviter qu'un membre du couple puisse s'exprimer à la place de l'autre si, par exemple, il est absent ou indécis.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 33

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de trois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant l'emploi du temps extrêmement chargé auquel sont confrontés les membres du gouvernement de la République, il semble qu'un mois soit un délai bien trop court pour permettre à un ministre de se pencher sur une telle question et de donner un avis réfléchi. Un délai de trois mois semble plus raisonnable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 34

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 35

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots :

« et conjointement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette obligation faite aux ministres en charge de la Santé et de la Recherche revient à réduire leur pouvoir de manière injustifiée : si les ministres souhaitent une révision du dossier et que l'Agence de biomédecine ne la souhaite pas, ce dossier ne sera pas révisé. On ne donne pas aux ministres une place suffisante dans le pouvoir de décision.

Dans un souci d'équité et de respect des avis de tous les acteurs du processus de décision, il convient de donner à chacun des ministres concernés le pouvoir de demander, à lui seul, un réexamen du dossier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 36**

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

I. – Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Tout refus du protocole par l'Agence de la biomédecine est réputé acquis. ».

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant la sensibilité de la question de la recherche sur l'embryon et l'importance de la recherche du consensus en matière de bioéthique, demander un réexamen du dossier manifesterait une volonté de passer en force contre l'avis de l'Agence de la Biomédecine.

Un projet de cette nature qui rencontre dès la première étape de son processus d'autorisation des réticences sur le plan éthique, a peu de chances de respecter les principes éthiques in fine.

La prudence et le simple bon sens commandent donc d'abandonner le projet en cas de refus de l'ABM.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 37

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Toute décision de l'Agence de la biomédecine doit être accompagnée de l'exposé de ses motivations. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transparence doit être un principe non négociable en matière de bioéthique. Toute décision doit être motivée, expliquée et compréhensible par tous. Qu'il s'agisse d'une autorisation ou d'un refus, il est donc très important, dans ce souci de transparence, que l'Agence de la Biomédecine explique ses décisions en matière de recherche sur l'embryon.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 48

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

À la première phrase de l'alinéa 8, substituer à la référence :

« au I »

les références :

« aux I et II »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas logique d'exclure le II de l'article relatif au consentement des couples des vérifications impératives de l'Agence de Biomédecine quant à la validité des protocoles de recherche

A défaut, il faut considérer que la majorité considère tout embryon in vitro comme entrant dans le champ de ce texte même s'ils font toujours l'objet d'un projet parental ou si le couple n'a pas consenti à la recherche...

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 52

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Tian, M. Goasguen, M. Dhuicq, Mme Fort, M. Cinieri, M. Lett,
M. Moreau, Mme Genevard et M. Decool

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 85

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 8 à 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 49

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Substituer aux deux dernières phrase de l'alinéa 9 les trois phrases suivantes :

« La demande de l'un ou l'autre des ministres concerné suspend l'autorisation jusqu'à ce que l'agence procède à un nouvel examen. Ce nouvel examen doit intervenir dans un délai de trente jours. Les ministres concernés conservent alors la faculté d'interdire la réalisation du protocole s'il leur paraît contraire aux principes éthiques ou à la pertinence scientifique au vue des motivations de l'agence. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas concevable de permettre à une recherche autorisée mais faisant l'objet d'une demande de réexamen de débiter.

La suspension doit être actée dans le texte, de même que la possibilité d'interdiction d'une recherche acceptée dès lors que les ministres concernés y verraient une atteinte à l'éthique ou à la pertinence scientifique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 96

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Substituer aux deux dernières phrases de l'alinéa 9 les trois phrases suivantes :

« La demande de l'un ou l'autre des ministres concerné suspend l'autorisation jusqu'à ce que l'agence procède à un nouvel examen. Ce nouvel examen doit intervenir dans un délai de trente jours. Les ministres concernés conservent alors la faculté d'interdire la réalisation du protocole s'il leur paraît contraire aux principes éthiques ou à la pertinence scientifique au vu des motivations de l'agence. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas concevable de permettre à une recherche autorisée mais faisant l'objet d'une demande de réexamen de débiter.

La suspension doit être actée dans le texte, de même que la possibilité d'interdiction d'une recherche acceptée dès lors que les ministres concernés y verraient une atteinte à l'éthique ou à la pertinence scientifique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 97

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 147

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 184

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 254

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

Substituer aux deux dernières phrases de l'alinéa 9 les trois phrases suivantes :

« La demande de l'un ou l'autre des ministres concerné suspend l'autorisation jusqu'à ce que l'agence procède à un nouvel examen. Ce nouvel examen doit intervenir dans un délai de trente jours. Les ministres concernés conservent alors la faculté d'interdire la réalisation du protocole s'il leur paraît contraire aux principes éthiques ou à la pertinence scientifique au vu des motivations de l'agence. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas concevable de permettre à une recherche autorisée mais faisant l'objet d'une demande de réexamen de débiter.

La suspension doit être actée dans le texte, de même que la possibilité d'interdiction d'une recherche acceptée dès lors que les ministres concernés y verraient une atteinte à l'éthique ou à la pertinence scientifique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 267

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Substituer aux deux dernières phrase de l'alinéa 9 les trois phrases suivantes :

« La demande de l'un ou l'autre des ministres concerné suspend l'autorisation jusqu'à ce que l'agence procède à un nouvel examen. Ce nouvel examen doit intervenir dans un délai de trente jours. Les ministres concernés conservent alors la faculté d'interdire la réalisation du protocole s'il leur paraît contraire aux principes éthiques ou à la pertinence scientifique au vue des motivations de l'agence. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas concevable de permettre à une recherche autorisée mais faisant l'objet d'une demande de réexamen de débiter.

La suspension doit être actée dans le texte, de même que la possibilité d'interdiction d'une recherche acceptée dès lors que les ministres concernés y verraient une atteinte à l'éthique ou à la pertinence scientifique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 94

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si l'agence de biomédecine a refusé une première fois un protocole de recherche sur la base de l'éthique ou de la pertinence scientifique, il serait particulièrement étonnant et incompréhensible qu'elle parvienne à une solution inverse lors d'une seconde demande.

Dès lors, il n'est pas nécessaire de prévoir cette possibilité.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 148

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 185

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 91

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen et M. Tian

ARTICLE UNIQUE

Après le mot :

« agence »,

rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'alinéa 11 :

« retire l'autorisation de la recherche. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le but de cet amendement est de prévenir les risques de dérives éthiques. En application du principe de précaution, sur un sujet si sensible, tout doute doit entraîner l'interdiction du protocole de recherche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 42

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence avec les amendements précédents. Cet alinéa prouve que le présent texte est fondé sur la conviction qu'un être humain peut être utilisé et détruit à des fins scientifiques.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 150

présenté par
M. Breton

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 189

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence avec les amendements précédents. Cet alinéa prouve que le présent texte est fondé sur la conviction qu'un être humain peut être utilisé et détruit à des fins scientifiques.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 88**

présenté par

M. Gosselin, M. Aubert, M. Goasguen, M. Tian, Mme Fort, M. Dhuicq, M. Moreau, M. Quentin,
M. Lett, M. Cinieri, Mme Genevard, M. Decool, M. Marty, Mme Dion, M. Huet et M. Martin-
Lalande

ARTICLE UNIQUE

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VI. – À titre exceptionnel, des études sur les embryons visant notamment à développer les soins au bénéfice de l'embryon et à améliorer les techniques d'assistance médicale à la procréation ne portant pas atteinte à l'embryon peuvent être conduites avant et après leur transfert à des fins de gestation si le couple y consent, dans les conditions fixées au III. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le terme « études » est à distinguer soigneusement du terme « recherches ». La notion d'étude implique que les manipulations effectuées ne portent pas atteinte à l'intégrité de l'embryon et ne conduisent pas à sa destruction, comme c'est au contraire le cas pour les recherches.

La proposition de loi initiale n'avait pas modifié cette possibilité. C'est la commission des affaires sociales au Sénat qui l'a supprimé, sur proposition de son rapporteur, estimant que la procédure d'autorisation par l'ABM n'était pas nécessaire dans ce cas. L'explication de l'amendement de suppression était la suivante : « Il ne paraît pas nécessaire de soumettre des études purement observationnelles à une autorisation de l'agence de la biomédecine. Les règles encadrant le recueil du consentement sont prévues par d'autres textes dont la loi du 5 mars 2012 relative aux recherches impliquant la personne humaine. »

Il y aura donc désormais la possibilité de réaliser des études sur l'embryon sans passer par la procédure d'autorisation de l'ABM, c'est-à-dire sans garantie de leur caractère éthique.

La suppression de cette condition constitue une dérive supplémentaire, puisque plus personne ne vérifiera ce qui se passe dans les laboratoires et centres médicaux qui procèdent à des FIV et réalisent des études sur l'embryon, sans le détruire, avant ou après son transfert à des fins de gestation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 178

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer les alinéas 8 à 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 179

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de trois ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant l'emploi du temps extrêmement chargé auquel sont confrontés les membres du gouvernement de la République, il semble qu'un mois soit un délai bien trop court pour permettre à un ministre de se pencher sur une telle question et de donner un avis réfléchi. Un délai de trois mois semble plus raisonnable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 180

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« d'un »

les mots :

« de deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 181

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots :

« et conjointement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette obligation faite aux ministres en charge de la Santé et de la Recherche revient à réduire leur pouvoir de manière injustifiée : si les ministres souhaitent une révision du dossier et que l'Agence de biomédecine ne la souhaite pas, ce dossier ne sera pas révisé. On ne donne pas aux ministres une place suffisante dans le pouvoir de décision.

Dans un souci d'équité et de respect des avis de tous les acteurs du processus de décision, il convient de donner à chacun des ministres concernés le pouvoir de demander, à lui seul, un réexamen du dossier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 182

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

I. – Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Tout refus du protocole par l'Agence de la biomédecine est réputé acquis. ».

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant la sensibilité de la question de la recherche sur l'embryon et l'importance de la recherche du consensus en matière de bioéthique, demander un réexamen du dossier manifesterait une volonté de passer en force contre l'avis de l'Agence de la biomédecine.

Un projet de cette nature qui rencontre dès la première étape de son processus d'autorisation des réticences sur le plan éthique, a peu de chances de respecter les principes éthiques *in fine*.

La prudence et le simple bon sens commandent donc d'abandonner le projet en cas de refus de l'ABM.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 183

présenté par
M. Meunier

ARTICLE UNIQUE

Après la première phrase de l'alinéa 8, insérer la phrase suivante :

« Toute décision de l'Agence de la biomédecine doit être accompagnée de l'exposé de ses motivations. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transparence doit être un principe non négociable en matière de bioéthique. Toute décision doit être motivée, expliquée et compréhensible par tous. Qu'il s'agisse d'une autorisation ou d'un refus, il est donc très important, dans ce souci de transparence, que l'Agence de la Biomédecine explique ses décisions en matière de recherche sur l'embryon.

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 197**

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

À la seconde phrase de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« de l'agence, assortie de l'avis »

les mots :

« motivée de l'agence, assortie de l'avis également motivé ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les décisions autorisant les recherches sur l'embryon ne sont pas nécessairement motivées car seules les décisions de rejet doivent l'être en vertu de la jurisprudence administrative. Ceci rend opaques au public les décisions d'autorisation. Le présent amendement vise donc à revenir au texte de l'Assemblée en première lecture et à rendre obligatoire la motivation des décisions.

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. La motivation de ses décisions d'autorisation de la recherche est le minimum que l'on puisse lui demander, d'autant plus lorsque l'on sait qu'elle a depuis 2004 largement délivré des protocoles de recherche *contra legem* décision (CAA Paris 10 mai 2010).

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2013

RECHERCHE SUR L'EMBRYON ET LES CELLULES SOUCHES EMBRYONNAIRES - (N° 825)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 198

présenté par
M. de Mazières

ARTICLE UNIQUE

I. – Après le mot :

« peuvent »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 8 :

« , lorsque la décision autorise un protocole, interdire ou suspendre la réalisation de ce protocole si une ou plusieurs des conditions posées aux I, II et III ne sont pas satisfaites. ».

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 9 et 10.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les responsables politiques doivent se réapproprier leur responsabilité en matière d'enjeux bioéthiques dont l'Agence de la biomédecine s'est saisi depuis sa création en 2004. Et ce alors même que dans ce domaine de la recherche sur l'embryon l'ABM est juge et partie. Il est donc nécessaire que les ministres chargés de la santé et de la recherche puisse étant donné leur fonction et responsabilité en la matière, interdire ou suspendre un protocole de recherche autorisé par l'Agence de Biomédecine si celui-ci ne respecte pas les conditions d'encadrement (I), ou bien lorsque l'information des parents sur la nature de la recherche n'a pas été donné (II), ou encore lorsqu'il n'y a pas eu motivation de la décision de l'Agence de biomédecine et de l'avis du conseil d'orientation.